



**CPRDF**

Contrat de Plan Régional  
de Développement  
des Formations Professionnelles

# Diagnostic régional final emploi formation Midi-Pyrénées

## BILAN CPRDF 2011 - 2015

Mai 2016



Ce projet est cofinancé  
par l'Union européenne.  
L'Europe s'engage  
avec le fonds social européen.



académie  
Toulouse  
JEUNESSE  
ÉDUCATION  
RÉGIONALE



pôle emploi



LANGUEDOC  
ROUSSILLON  
LA RÉGION MIDI  
PYRÉNÉES



Liberté - Égalité - Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET  
DE LA RÉGION  
LANGUEDOC-  
ROUSSILLON-  
MIDI-PYRÉNÉES

**Diagnostic régional emploi formation : bilan**

**Contrat de plan régional de développement des formations professionnelles 2011-2015**

**Mai 2016**

**Comité de pilotage :** Région Languedoc Roussillon Midi Pyrénées, Direccte Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées, Rectorat de l'académie de Toulouse, Pôle emploi Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées, CarifOref Midi-Pyrénées, MC2 Consultants

**Directeur de publication :** Frédéric Blachier - **Responsable de publication :** Christiane Lagriffoul -

**Chef de projet :** Robin Michaud-Pigasse - **Rédactrice :** Anna Ricardou - **Secrétaire de rédaction :** Guylaine François.

# Préambule

La présente étude constitue un diagnostic synthétique final emploi-formation de la région Midi-Pyrénées réalisé dans le cadre du bilan du Contrat de plan régional de développement des formations professionnelles (CPRDF)<sup>1</sup> 2011-2015.

Cette étude vise à identifier les principales évolutions constatées par rapport à l'état des lieux initial et en reprends les différentes thématiques. Ce travail s'appuie sur un ensemble d'indicateurs clés identifiés dans le cadre de la convention d'application du diagnostic. Ces données sont accessibles sur le site professionnel du CarifOref Midi-Pyrénées et constituent le système d'observation du CPRDF<sup>2</sup>. Dans chaque partie, sont mentionnés les indicateurs clés associés à la thématique traitée. Ces indicateurs ont été mis à jour en continu en fonction de la disponibilité des données.

Cette synthèse porte essentiellement sur les problématiques régionales. Lorsque cela est possible, une comparaison avec la France est effectuée et certaines informations se déclinent au plan départemental<sup>3</sup>. L'objectif de ces diagnostics est l'analyse de l'emploi, du marché du travail, de la formation et, identifiant les potentialités du territoire départemental, les facteurs d'évolution et les enjeux locaux d'emploi et de formation.

Cette études s'articule également avec les analyses faites dans le cadre de la démarche « Enjeux et prospective »<sup>4</sup> dont l'objectif est d'identifier les dynamiques d'emploi, l'évolution des métiers, des compétences, les besoins en formation et en qualification de Midi-Pyrénées, dans différents domaines professionnels.

## Méthodologie – Avertissement

Pour chaque thème et chaque indicateur, les dernières données disponibles à la date de rédaction de l'étude ont été utilisées en comparaison avec les données disponibles au moment de la rédaction du diagnostic initial en 2011. Selon les sources, les dates des différentes données peuvent varier. Par exemple, les indicateurs reposant sur le recensement de la population portent sur la période 2007 – 2012 puisque ces données sont disponibles 3 ans après la date affichée. Certaines données utilisées pour la rédaction du diagnostic initial ne sont plus disponibles ou ont connu des ruptures statistiques rendant impossible toute comparaison avec les années antérieures. Les dates des différentes données présentées ne sont donc pas homogènes et l'écart temporel entre le diagnostic initial et le diagnostic final (théoriquement de 5 ans) est variable selon la fréquence d'actualisation des données et leur disponibilité. Enfin, il est à noter que ce diagnostic ayant été réalisé dans le courant du premier trimestre 2016, certains fournisseurs de données avaient pris le parti à cette date de ne plus publier les données (y compris historiques) relatives aux anciens territoires régionaux.

---

<sup>1</sup> Le diagnostic régional emploi formation Midi-Pyrénées est accessible au lien suivant :

<http://www.midipyrenees.fr/IMG/pdf/Diagnosticrgional.pdf>

<sup>2</sup> <http://www.cariforef-mp.asso.fr/obs/si/cprdf>

<sup>3</sup> <http://www.cariforef-mp.asso.fr/2-14868-Etudes.php>

<sup>4</sup> <http://www.cariforef-mp.asso.fr/2-14035-Etudes.php>

## Sommaire

<b>Partie I Evolution de la situation de la population régionale au regard de la qualification et de l'emploi .....</b>	<b>5</b>
1.1 Population, évolution sociodémographique .....	5
1.2 Les données globales de la qualification .....	7
1.3 Les données globales de l'emploi.....	11
<b>Partie II Les évolutions du tissu économique .....</b>	<b>16</b>
2.1 Les dynamiques d'emploi.....	16
2.2 Les tendances par secteurs d'activités.....	18
2.2.2 L'industrie.....	18
2.2.2 Les services.....	20
2.2.3 Le commerce .....	23
2.2.4 Construction .....	24
2.2.5 Agriculture.....	24
2.2.6 Zoom sur l'artisanat .....	25
<b>Partie III Les dispositifs d'information et de formation.....</b>	<b>27</b>
3.1 Les structures de l'accueil, de l'Information et de l'Orientation.....	27
3.2 La formation initiale .....	28
3.2.1 La formation professionnelle initiale : approche par grand domaine professionnel .....	32
3.3 La formation continue .....	33
3.3.1 Les organismes de formation continue.....	33
3.3.2 La formation professionnelle continue des demandeurs d'emploi .....	34
3.3.3 La Validation des Acquis de l'Expérience .....	37

# Partie I Evolution de la situation de la population régionale au regard de la qualification et de l'emploi

## 1.1 Population, évolution sociodémographique

### Dynamique démographique

En 2013, Midi-Pyrénées compte près de 2,9 millions d'habitants<sup>5</sup> soit 4,5 % de la population métropolitaine. L'évolution de la population régionale jusqu'à cette date se caractérise par :

- une progression annuelle moyenne de 0,9 % entre 2006 et 2013 qui est supérieure à la moyenne nationale (+0,5 % en France métropolitaine)<sup>6</sup>.
- une attractivité toujours forte de la région Midi-Pyrénées avec un solde des entrées-sorties expliquant 70 % de l'évolution de sa population entre 2006 et 2013.
- Une répartition inégale de la population sur le territoire régional<sup>7</sup> : la Haute-Garonne concentre à elle seule près de 43 % des Midi-Pyrénéens. Ce département a vu sa population augmenter de 5 % entre 2008 et 2012 contre 3 % en moyenne régionale. La Haute-Garonne concentre plus de 70 % de l'augmentation de la population de la région sur cette période. Seul le taux de croissance de la population du Tarn-et-Garonne avec plus 4,7 % est comparable avec celui de la Haute-Garonne mais il porte sur des volumes plus faibles. En revanche, certains départements connaissent un taux de croissance très faible voire négatif comme le Lot (0,9 %), l'Aveyron (0,1 %) et les Hautes-Pyrénées (-0,1 %).

D'ici 2030, la population de Midi-Pyrénées augmenterait de 20,3 % soit une augmentation de 18,8 % d'actifs (245 000 actifs supplémentaires). La croissance de la population active serait plus forte dans les zones d'emplois de Toulouse, Montauban et Foix-Pamiers et dans une moindre mesure la zone d'emploi d'Albi avec une hausse de 15,9 %. En revanche, cette croissance serait quasi nulle dans la zone d'emploi de Tarbes-Lourdes, et inférieure à 4 % dans celles de Castres-Mazamet et Auch. Pour les autres zones d'emploi, l'évolution de la population active ne dépasserait pas les 9 %<sup>8</sup>.

---

<sup>5</sup> Insee, recensements de la population, exploitation principale

<sup>6</sup> Insee, estimation de la population, octobre 2014

<sup>7</sup> Insee, Recensement au lieu de résidence 2012

<sup>8</sup> Insee, 6 pages n°148, mars 2013

## Vieillesse de la population

La population française vieillit sous le double effet de l'augmentation de l'espérance de vie et de l'avancée en âge des générations du baby-boom<sup>9</sup>, la région Midi-Pyrénées suit la même évolution. En 2012, près de 19,7 % de la population de la région avait 65 ans et plus soit une hausse de 0,7 points par rapport à 2008. Néanmoins, il existe de fortes disparités entre les départements. En effet, la part des 65 ans et plus reste faible en Haute-Garonne (15 %) et dans le Tarn-et-Garonne (20 %) tandis que dans les autres départements cette part se situe entre 23 % et 25,6 % pour l'Ariège et le Lot respectivement.

En 2040<sup>10</sup>, un quart de la population de Midi-Pyrénées aura 65 ans ou plus (27 %). Les disparités entre les départements resteront fortes. En effet 36,4 % de la population du Lot aura 65 ans ou plus, un tiers en Aveyron, dans le Gers et les Hautes-Pyrénées. En revanche, seul le département de la Haute-Garonne a un taux inférieur à la moyenne régionale avec 22 %.

La population de la région Midi-Pyrénées devrait atteindre 3,6 millions d'habitants soit une progression de plus 28 % par rapport à 2007. Les départements du Tarn-et-Garonne et de la Haute-Garonne devraient avoir la progression la plus forte avec 39,6 % et 34,7 % respectivement.

## Structure socioprofessionnelle<sup>11</sup>

Entre 2009 et 2012, la structure professionnelle de la population en âge de travailler (15 ans et plus) a évolué de la manière suivante :

- les parts des artisans, des cadres et des professions intellectuelles supérieures ainsi que des professions intermédiaires augmentent respectivement 7,7 %, 7,9 % et 5,1 % pour se situer à 4 %, 8,9 % et 14,1 % de l'ensemble de la population en âge de travailler.
- à l'inverse, la part des agriculteurs diminue de 7,9 % pour s'établir en 2012 à 1,7 %. Dans une moindre mesure la part des ouvriers baisse de 1,1 % pour s'établir à 11,2 % et la part des personnes au chômage et inactives diminue légèrement de 0,8 % et représente 15,1 % de la population régionale.
- Les départements de la région conservent leurs spécificités territoriales. La part des agriculteurs dans l'Aveyron et le Gers reste plus élevée qu'en moyenne régionale avec 3,6 % et 3,5 % respectivement. En Haute-Garonne, les parts des cadres et des professions intermédiaires sont plus élevées par rapport à la moyenne régionale avec 11,4 % et 13,2 % respectivement. Un quart des Midi-Pyrénéens sont retraités en 2012 (29 %). Seuls, les départements de la Haute-Garonne, du Tarn-et-Garonne et du Tarn ont des taux inférieurs à la moyenne nationale avec respectivement 18,2 %, 25,2 % et 27,6 %.

### **A retenir :**

***La région bénéficie toujours d'une croissance démographique forte, avec un phénomène persistant de métropolisation. Par ailleurs, la population vieillit, générant de nouveaux besoins (silver économie).***

---

<sup>9</sup> Tableaux de l'économie française, INSEE références, édition 2014, avril 2014

<sup>10</sup> Insee, Projections de population départementales et régionales à l'horizon 2040 réalisées avec le modèle OMPHALE 2010 selon le scénario central

<sup>11</sup> Insee, Recensement au lieu de résidence 2012 et Recensement au lieu de résidence 2009

## 1.2 Les données globales de la qualification

### Midi-Pyrénées, une région de plus en plus diplômée

En 2012, Midi-Pyrénées se place à la troisième place des régions françaises pour la proportion de ses résidents ayant un diplôme du supérieur ou sont en cours d'acquisition d'un tel diplôme, après la région Île-de-France et Rhône-Alpes, avec 31,6 %. Ce taux est 2,5 fois supérieur qu'en 1990<sup>12</sup>.

En Midi-Pyrénées, 14,5 % des habitants de 15 ans et plus n'ont pas de diplôme, ce taux est inférieur à la moyenne nationale qui s'établit à 17,8 %. Aussi, cette part diminue plus fortement au niveau régional avec une diminution de 2,2 points par rapport à 2007 contre 1,9 point au niveau national<sup>13</sup>.

La part des 15 ans et plus non scolarisés et titulaires d'un baccalauréat ou d'un diplôme d'un niveau supérieur se situe à 46,3 % en 2012 contre 40,8 % en 2007. Avec ce taux, Midi-Pyrénées se place au-dessus de la moyenne nationale qui est à 42,8 %.

### Une région qui attire les diplômés<sup>14</sup>

Avec plus de la moitié des diplômés ou étudiants (54,7 %) nés hors de la région, Midi-Pyrénées peut être qualifiée de région attractive auprès de cette population. La région détient l'une des plus fortes proportions de diplômés nés hors de la région ou à l'étranger par rapport aux autres régions métropolitaine (48 % en moyenne).

### Des disparités territoriales persistantes<sup>15</sup>

La part des habitants non scolarisés de 15 ans et plus titulaires au minimum d'un baccalauréat est hétérogène selon le département. En effet, en Haute-Garonne, plus de la moitié (55 %) de la population non scolarisée détient à minima un baccalauréat. En revanche, les autres départements affichent des taux inférieurs ou égaux à 40 %. Depuis 2009, les disparités entre les départements sont stables même si la proportion des diplômés est en hausse dans chacun d'entre eux.

Concernant la part de la population de 15 ans et plus non scolarisé sans diplôme, les départements de la Haute-Garonne, des Hautes-Pyrénées et du Lot affichent des taux relativement faibles avec respectivement 13 %, 14 % et 15 %.

### Inégalités de genre<sup>16</sup>

En Midi-Pyrénées, 48 % des femmes de 15 ou plus sont titulaires d'un baccalauréat ou d'un diplôme d'un niveau supérieur contre 44,5 % pour les hommes. La part des femmes est notamment supérieure à celle des hommes dans les niveaux bac ou brevet professionnel (18,5 % contre 17,2 %) et dans le niveau supérieur court (15,7 % contre 11,9 %). Cependant dans le niveau supérieur long, la part des femmes est inférieure à celle des hommes (13,7 % contre 15,3 %). On observe également ces tendances au niveau national.

La part des femmes de 15 ans ou plus n'ayant aucun diplôme s'établit à 15 % en Midi-Pyrénées, ce taux est supérieur à celui des hommes (14 %).

---

<sup>12</sup> Insee, Midi-Pyrénées, une région très diplômée, Analyses Midi-Pyrénées, n°21 juillet 2015

<sup>13</sup> Insee, Recensement au lieu de résidence, 2012. Champ: population non scolarisée de 15 ans ou plus.

<sup>14</sup> Insee, Midi-Pyrénées, une région très diplômée, Analyses Midi-Pyrénées, n°21 juillet 2015

<sup>15</sup> Insee, recensement au lieu de résidence, 2012. Champ: population non scolarisée de 15 ans ou plus.

<sup>16</sup> Insee, recensement au lieu de résidence, 2012. Champ: population non scolarisée de 15 ans ou plus.

## **La part des jeunes non scolarisés inférieure à la moyenne nationale<sup>17</sup>**

En 2012, la part des jeunes de 15 à 17 ans résidents en Midi-Pyrénées qui n'étaient inscrits dans aucun établissement d'enseignement est conforme à la moyenne nationale avec 3,5 % contre 3,9 %, cette part est stable depuis 2007. En revanche, concernant la tranche d'âge de 18 à 24 ans, la moyenne régionale est inférieure à celle de la France avec 45 % contre 48,3 %. Depuis 2007, la part des jeunes non scolarisés de 18 à 24 ans est également restée stable puisqu'elle s'établissait à 44,7% au niveau régional contre 48,6% en France.

Des disparités territoriales sont visibles sur la tranche d'âge 18-24 ans qui sont non-inscrits dans aucun établissement d'enseignement. En effet, les départements du Tarn-et-Garonne de l'Ariège et du Lot ont des taux plus élevés que la moyenne régionale (45 %) avec respectivement, 63 %, 63 % et 60 %.

## **Taux de scolarisation<sup>18</sup>**

En 2012, en Midi-Pyrénées, le taux de scolarisation des 18-24 ans est supérieur à la moyenne métropolitaine (55,1 % contre 52,1 %). Ce taux de scolarisation est stable depuis 2007 puisqu'il s'établissait à 55,3 % en région<sup>19</sup>.

Les disparités territoriales restent fortes, le taux de scolarisation des 18-24 ans atteint 64 % en Haute-Garonne, ce taux illustre l'attractivité de la Haute-Garonne pour la poursuite d'études. Les départements où les taux sont les plus faibles sont le Lot et l'Ariège (37 %).

Le taux de scolarisation demeure différent selon le genre. En effet, les femmes restent scolarisées plus longtemps que les hommes. Plus de la moitié des femmes (58 %) de 18 à 24 ans sont encore scolarisées contre 49,5 % pour les hommes. Cette tendance s'observe également pour les 25-29 ans avec 9 % des femmes scolarisées contre 7,3 % pour les hommes.

## **L'emploi des personnes handicapées<sup>20</sup>**

En 2012, on dénombre 14 872 bénéficiaires de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés (OETH) en Midi-Pyrénées travaillant dans les établissements de 20 salariés ou plus assujettis à la loi. Ces travailleurs handicapés représentent 3,4 % des salariés en équivalent temps plein. Ce taux d'emploi est supérieur à la moyenne nationale (3 %). Les données disponibles et les différents changements intervenus dans le dispositif ne permettent pas une analyse détaillée des évolutions temporelles. On note cependant :

- Depuis 2010 le taux d'emploi est resté relativement stable : il a augmenté légèrement en 2011 (de 3,4 % à 3,6 %) avant de retrouver en 2012 son niveau de 2010 (3,4 %). Comme au niveau national, la crise a eu un impact sur l'accès à l'emploi des personnes handicapées et a freiné la progression du taux d'emploi constatée les années précédentes (de 2006 à 2010). En 2013, selon les données provisoires, ce taux d'emploi reprendrait sa progression et s'établirait à 3,6 % en Midi-Pyrénées (3,2 % en France).

---

<sup>17</sup> Insee, recensement au lieu de résidence, 2012. Champ: population non scolarisée de 15 ans ou plus

<sup>18</sup> Insee, Recensement de la population 2012, exploitation principale

<sup>19</sup> Insee, Recensement de la population 2007, exploitation principale

<sup>20</sup> Agéfiph-Directe, données brutes. Traitements : CarifOref Midi-Pyrénées



- De la même manière le nombre de bénéficiaires reste relativement stable depuis 2010 malgré une progression en 2011. Ainsi le nombre de bénéficiaire s'établissait à 14 085 en 2010 pour atteindre 16 800 en 2011 et 14 872 en 2012.

### L'illettrisme chez les jeunes

En 2014, 3,6 % des jeunes sont en situation d'illettrisme en Midi-Pyrénées, soit une baisse de 0,4 points par rapport à 2009<sup>21</sup>. Au niveau de la France métropolitaine, le taux de jeunes en situation d'illettrisme a diminué sur cette même période de 1 point pour atteindre 3,5 % soit un taux similaire à la région.

### Résultats des tests des Journées Défense Citoyenneté de 2009 à 2014

	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Ariège	5,9 %	5,5 %	5,5 %	5,7 %	4,5 %	5,3 %
Aveyron	3,4 %	2,9 %	2,6 %	2,2 %	2,5 %	3,3 %
Haute-Garonne	3,6 %	3,8 %	3,4 %	3,3 %	2,7 %	3,3 %
Gers	4,3 %	4,3 %	4,4 %	3,8 %	3,2 %	3,4 %
Lot	3,2 %	3,8 %	4,3 %	2,8 %	3,4 %	3,7 %
Hautes-Pyrénées	3,5 %	3,7 %	3,5 %	3,9 %	3,6 %	2,8 %
Tarn	5,3 %	5,6 %	4,9 %	4,0 %	3,2 %	4,2 %
Tarn-et-Garonne	4,4 %	3,9 %	4,4 %	4,1 %	3,3 %	4,1 %
<b>Midi-Pyrénées</b>	<b>4,0 %</b>	<b>3,9 %</b>	<b>3,9 %</b>	<b>3,5 %</b>	<b>3,0 %</b>	<b>3,6 %</b>
<b>France métropolitaine</b>	<b>4,5 %</b>	<b>4,3 %</b>	<b>4,1 %</b>	<b>3,7 %</b>	<b>3,5 %</b>	<b>3,5 %</b>

Source: Agence nationale de lutte contre l'illettrisme

En 2014, les départements de l'Ariège, du Tarn et du Tarn-et-Garonne présentent un nombre de jeunes pouvant être considérés comme en situation d'illettrisme supérieur à la moyenne régionale et nationale<sup>22</sup>. Néanmoins, entre 2009 et 2014, dans la majorité des départements de Midi-Pyrénées, l'évolution du nombre de personne en situation d'illettrisme est à la baisse. Le département de l'Aveyron présente une certaine stabilité et seul le Lot connaît une augmentation de 0,5 points de son taux de jeunes en situation d'illettrisme.

<sup>21</sup> Selon l'agence nationale de lutte contre l'illettrisme (ANLCI), « l'illettrisme qualifie la situation des jeunes qui éprouvent de très graves difficultés face à l'écrit, au point de ne pas lire, écrire un message très simple et qu'il ne couvre pas la situation de tous ceux qui, à des degrés divers, ont certaines difficultés avec l'écrit ». Pour la mesure d'illettrisme, on prend en compte les profils 1 et 2 du test des Journées Défense Citoyenneté qui regroupent des jeunes présentant des difficultés sévères en lecture.

<sup>22</sup> Le site de l'Agence nationale de lutte contre l'illettrisme rappelle que les comparaisons entre les résultats relevés dans les différents territoires sont à manier avec précaution. Au niveau des départements, surtout les plus petits, des phénomènes locaux non maîtrisés peuvent affecter l'organisation des tests et par voie de conséquence, les résultats. Il est donc plus prudent dans l'usage des chiffres de considérer l'ordre de grandeur plutôt que les chiffres eux-mêmes.

## Un indicateur de pauvreté : les allocataires du RSA

En 2014, en Midi-Pyrénées on compte 100 775 allocataires du RSA<sup>23</sup> soit une augmentation de plus de 24,9 % par rapport à 2010<sup>24</sup>. Cette hausse est plus importante qu'au niveau métropolitain qui enregistre une hausse de 21,3 %.

L'évolution du nombre d'allocataires du RSA est hétérogène sur la région Midi-Pyrénées. Les départements où la hausse est plus importante qu'au niveau régional sont la Haute-Garonne (29,2 %) et l'Ariège (25,2 %). En revanche, les Hautes-Pyrénées, l'Aveyron et le Gers connaissent une hausse moins importante avec respectivement 17 %, 18,2 % et 19 %.

### Taux de pauvreté<sup>25</sup>

Le taux de pauvreté<sup>26</sup> en Midi-Pyrénées reste relativement stable entre 2009 et 2012. En effet, ce taux s'élevait en 2009 à 14 % et en 2012 à 13,9 % contre 13,5 % et 14,3 % pour la France métropolitaine. Concernant la répartition géographique du taux de pauvreté, seul le département de la Haute-Garonne a un taux inférieur à la moyenne régionale avec 11,8 % en 2012. Les taux de pauvreté pour l'Ariège, le Tarn-et-Garonne et le Lot sont supérieurs à la moyenne de Midi-Pyrénées avec respectivement 17,5 %, 16,8 % et 15,8 %.

Le taux de pauvreté exprimé selon la tranche d'âge est plus hétérogène. Pour les moins de 30 ans, le taux de pauvreté s'élève à 23 % et ce taux est variable suivant les départements. En effet, l'Ariège et les Hautes-Pyrénées affichent des taux plus élevés que la moyenne régionale avec respectivement 28,5 % et 26 %. Pour le taux de pauvreté des plus de 75 ans, les départements ruraux sont plus touchés : le Gers (17,5 %), l'Aveyron (15,6 %) et le Tarn-et-Garonne (16,1 %) ont un taux supérieur à la moyenne régionale (13,2 %).

### **A retenir :**

***Le niveau de formation de la population régionale augmente et reste supérieur à la moyenne nationale, de même que le taux de scolarisation des jeunes. Cependant, des disparités persistent notamment selon les territoires. Le taux d'emploi des personnes handicapées est également supérieur à la moyenne. La part des jeunes en situation d'illettrisme reste inférieure à la moyenne de même que le taux de pauvreté, qui affiche également une stabilité. Cependant le nombre d'allocataires du RSA connaît une forte augmentation.***

---

<sup>23</sup> Le nombre d'allocataires du Revenu de Solidarité Active (RSA) agrège les allocataires du RSA non majoré, du RSA majoré et du RSA activité

<sup>24</sup> Drees, CNAF

<sup>25</sup> Insee, DGFIP-Cnaf-Cnav-Ccmsa, fichier localisé social et fiscal en 2012. Attention le champ couvert a été modifié à partir de 2012. Les données du dispositif RDL ne sont plus mis à jour et ont été remplacés par le dispositif FiLoSoFi (Fichier Localisé Social et Fiscal). De ce fait, il n'est pas possible d'établir des comparaisons entre 2012 et les années précédentes.

<sup>26</sup> Selon l'Insee, le taux de pauvreté correspond à la proportion d'individus (ou de ménages) dont le niveau de vie est inférieur pour une année donnée à un seuil, dénommé seuil de pauvreté (exprimé en euros). On privilégie en Europe le seuil de 60 % du niveau de vie médian.

### 1.3 Les données globales de l'emploi

#### Une population active dynamique<sup>27</sup>

En 2012, la part des actifs parmi la population de 15 à 64 ans s'élève à 73,3 %, un taux supérieur de 2,2 points à la moyenne de la France métropolitaine. Ce taux a progressé de 1,1 point entre 2010 et 2012 notamment grâce à la forte hausse du taux d'activité des 55-64 ans (+4,1 points). Cette importante augmentation du taux d'activité des 55-64 ans s'observe dans les mêmes proportions quel que soit le genre.

Le taux d'activité des femmes reste inférieur à celui des hommes avec 70,5 % contre 76,1 % pour les hommes en 2012. Ces écarts sont plus marqués si on considère la part des personnes en emploi parmi la population, en effet le taux d'emploi est de 61,3 % pour les femmes contre 67,6 % pour les hommes. Au niveau du taux d'emploi, l'écart entre les femmes et les hommes diminue légèrement : le taux d'emploi pour les hommes stagne et celui des femmes entre 2010 et 2012 augmente de 0,6 points.

#### Les caractéristiques de la population active en emploi<sup>28</sup>

Les employés constituent la catégorie socio-professionnelle la plus importante en Midi-Pyrénées et représentent 27,5 % des actifs en emploi en 2012 (28 % en France). Les professions intermédiaires 25,9 % (25,6 % en France). Les exploitants agricoles représentent 3,3 % des actifs et restent surreprésentés en Midi-Pyrénées par rapport à la moyenne nationale (1,7 %).

Entre 2010 et 2012, l'effectif des agriculteurs exploitants continue sa diminution mais moins fortement qu'en moyenne nationale (-4,8 % contre -7 %). Cette baisse tendancielle s'explique par le regroupement d'exploitations agricoles, l'augmentation de leur taille et par des départs en retraite non remplacés. L'effectif des ouvriers baisse également de 2,7 % tandis qu'inversement on note une hausse des effectifs des cadres (4,7 %), des artisans (4,5 %) et des professions intermédiaires (2,7 %).

#### Evolutions spécifiques selon les territoires<sup>29</sup>

La répartition des actifs en emploi est hétérogène selon le département. Le secteur agricole représente plus d'un actif occupé sur dix en Aveyron (10,2 %) et dans le Gers (13,3 %), même si leur nombre diminue (-3 % entre 2010 et 2012). La proportion du secteur agricole au sein des actifs en emploi pour ces départements est relativement stable depuis 2010. Par contre, l'effectif des agriculteurs exploitants diminue dans ces deux départements de 5 % pour le Gers et de 4,8 % pour l'Aveyron. Le département des Hautes-Pyrénées entre 2010 et 2012 affiche une baisse de 9 % de ses effectifs agricoles ainsi qu'une diminution globale de ses actifs occupés (-1,5 %).

Les principales évolutions pour la Haute-Garonne sont une hausse des effectifs dans le secteur du commerce, des transports et des services ; elle porte particulièrement sur les métiers de chauffeurs (7,5 %), cadres administratifs et commerciaux d'entreprise (5 %). Les effectifs de l'industrie augmentent de 2,5 % grâce notamment aux ingénieurs et cadres techniques (8 %) mais les effectifs

---

<sup>27</sup> Insee, recensement au lieu de résidence 2010 et 2012

<sup>28</sup> Insee, recensement au lieu de résidence 2010 et 2012

<sup>29</sup> Insee, recensement au lieu de travail 2010 et 2012

des ouvriers qualifiés de type artisanal et industriel diminuent avec respectivement -5 % et -3,5 %. De plus, les effectifs des artisans sont en hausse de plus de 6 % entre 2010 et 2012.

Le Tarn connaît une forte diminution de ses actifs occupés dans le secteur de l'industrie (-5,1 %) et dans une moindre mesure les départements de l'Aveyron (-3,6 %) et des Hautes-Pyrénées (-3,4 %).

### **Les femmes, toujours surreprésentées parmi les employés et davantage en temps partiel<sup>30</sup>**

En 2012, les femmes représentent 47,7 % des actifs en emploi, ce taux est similaire à celui de 2010 (47,4 %) et à la moyenne nationale (48 %).

La répartition des femmes selon le groupe socioprofessionnel est très inégale. En effet, elles sont surreprésentées parmi les employés où leur part s'établit à 77,8 % et au niveau des professions intermédiaires (53,3 %), ce taux augmente légèrement par rapport à 2010 (52,7 %). A l'inverse, les femmes sont sous-représentées parmi les cadres et professions intellectuelles supérieures (37,8 %), les artisans (28,3 %) ainsi que les ouvriers (17,2 %). Cette part de femmes parmi les cadres et professions intellectuelles supérieures reste relativement stable par rapport à 2010 (0,5 points).

En Midi-Pyrénées, en 2012, plus des deux tiers des personnes travaillant à temps partiel sont des femmes (77,4 %) et près de 30 % des femmes travaillent à temps partiel contre 7,4 % des hommes. Cette part reste relativement stable depuis 2010 et similaire à la moyenne nationale.

### **Une stabilité du nombre de CDI et CDD, une hausse de l'apprentissage et des indépendants ainsi qu'un repli de l'intérim<sup>31</sup>**

Près des trois quart des actifs en emploi sont des salariés en CDI et des titulaires de la fonction publique (72,6 %) en 2012, les CDD quant à eux représentent 8,6 % des actifs en emploi. La part des actifs non-salariés indépendants s'établit à 9 % et leur nombre progresse de 6 % entre 2010 et 2012. Aussi, le nombre des actifs occupés en apprentissage progresse de 8 % entre 2010 et 2012. Néanmoins, sur la même période, le nombre de personnes en emploi placées par une agence d'intérim a diminué de 4,8 %.

### **Le vieillissement de la population active en emploi se poursuit<sup>32</sup>**

La part des actifs en emploi âgés de 50 ans et plus a progressé de 6,7 % entre 2010 et 2012, passant de 26,5 % à 28 %, tandis que sur la même période, la part des actifs en emploi de moins de 26 ans diminue de 3,3 % (représentant 11,1 % en 2010 contre 10,6 % en 2012).

Presque la moitié des actifs agricoles en emploi ont 50 ans et plus. Dans ce secteur, près de 44 % des actifs en emploi ont 50 ans et plus. Cette part augmente de 2,2 points par rapport à 2010 alors que la part des actifs en emploi de moins de 26 ans reste stable à 6,3 %. Dans les secteurs du commerce et des services, la population active en emploi est vieillissante. En effet, la part des 50 ans et plus augmente de 9,2 % pour s'établir à 23,7 % en 2012 et pour les services cette hausse est de 7,4 % pour représenter 29 %.

---

<sup>30</sup> Insee, recensement au lieu de résidence 2010 et 2012

<sup>31</sup> Insee, recensement au lieu de résidence 2010 et 2012

<sup>32</sup> Insee, recensement au lieu de résidence 2010 et 2012

## Un niveau d'études en hausse<sup>33</sup>

En 2012, 60 % des actifs en emploi résidant en Midi-Pyrénées avaient au minima un niveau baccalauréat et ce taux est augmentation de 2,4 points depuis 2010. De plus, plus du tiers des actifs occupés (39,3 %) détiennent au moins un niveau de l'enseignement supérieur et cette proportion est en hausse de 1,9 point par rapport à 2010. Cette hausse du niveau d'études, plus importante qu'au niveau national, s'explique aussi par l'attractivité de la région Midi-Pyrénées auprès des personnes diplômées.

Les femmes en emploi sont plus diplômées que les hommes, en effet plus de 65,4 % des femmes en emploi ont *a minima* un niveau baccalauréat contre 55 % pour les hommes. Cette tendance se vérifie aussi au niveau des diplômés du 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> cycles, 43,3 % des femmes en emploi ont ce niveau contre 35,6 % des hommes.

En revanche, plus de 30 % des hommes en emploi ont un niveau V contre 20 % pour les femmes.

## L'intérim<sup>34</sup>

En Midi-Pyrénées, en novembre 2015 l'intérim concerne 24 913 actifs en équivalent temps plein, soit un effectif en hausse de 3 % par rapport à novembre 2010. Cette hausse contraste avec l'évolution négative de la France métropolitaine, pour la même période, dont le nombre d'actifs en intérim diminue de 5 %.

Les résultats par département sont très hétérogènes. En effet, certains départements connaissent une forte augmentation de leur nombre d'actifs en intérim entre novembre 2010 et 2015 à savoir le Tarn-et-Garonne, la Haute-Garonne, l'Aveyron et le Tarn avec respectivement 24,1 %, 10,4 %, 7,9 % et 6,9 %. En revanche, trois départements ont une évolution négative de leur nombre d'actifs en intérim. Ce sont les Hautes-Pyrénées, le Gers et l'Ariège avec une baisse de 12 %, 10,1 % et 7,8 % entre novembre 2010 et novembre 2015.

## Une hausse des demandeurs d'emploi

En 2015, on comptait 272 715 demandeurs d'emploi (catégorie A, B et C) inscrits à Pôle emploi en Midi-Pyrénées. Les principales évolutions entre 2010 et 2015 sont les suivantes :

- Entre 2010 et 2015, la hausse des demandeurs d'emploi atteint 40,1 % pour la région Midi-Pyrénées soit 78 040 demandeurs d'emploi supplémentaires.
- Le nombre des demandeurs d'emploi de moins de 25 ans a augmenté de 21,4 % entre 2010 et 2015 (soit 6 946 jeunes en plus) néanmoins leur part dans l'ensemble a diminué de 2,2 points pour s'établir à 15,5 % en 2015. Concernant le nombre des demandeurs d'emploi de 25 à 50 ans, la hausse est plus importante avec 32,3 % entre 2010 et 2015. La part des 25-50 ans parmi l'ensemble des demandeurs d'emploi s'élève à 62,2 % en 2015 contre 66 % en 2010.
- La part des demandeurs d'emploi ayant entre 50 et 59 ans dans l'ensemble atteint 18,7 % en 2015 contre 16,7 % en 2010, soit une augmentation de 56,8 %. Concernant, le nombre de demandeurs d'emploi de plus de 60 ans, il est multiplié par 9 entre 2010 et 2015 pour représenter 4,6 % de l'ensemble. Cette très forte hausse s'explique par la suppression, en 2012, de la dispense de la recherche d'emploi pour les allocataires âgées de plus de 60 ans ainsi que l'allongement de l'âge de la retraite à 62 ans et la durée de cotisation.

<sup>33</sup> Insee, recensement au lieu de résidence 2010 et 2012

<sup>34</sup> Dares, exploitation des fichiers Pôle emploi des déclarations mensuelles des agences d'intérim

- La part des demandeurs d'emploi de longue durée (plus d'un an) a augmenté entre 2010 et 2015 de 17 %.
- La part des femmes dans l'ensemble des demandeurs d'emploi est stable entre 2010 et 2015, car elles représentent 52,2 % en 2015 contre 52,9 % en 2010.
- Les caractéristiques des demandeurs d'emplois en termes de niveau de formation sont relativement stables entre 2010 et 2015. En effet, les demandeurs d'emploi de niveau V représentent plus de 42,4 % en 2015 contre 44,9 % en 2010. Ensuite, la part des demandeurs d'emploi de niveau IV totalisent près de 12,3 % de l'ensemble en 2015.
- Les demandeurs d'emploi ayant un droit payable au RSA représentent 15,2 % de l'ensemble des inscrits en 2015 soit une augmentation de 2,7 points par rapport à 2010.

### **Taux de chômage et disparités territoriales<sup>35</sup>**

Le taux de chômage s'élève à 10,6 % au troisième trimestre 2015 en Midi-Pyrénées (10,2 % en France métropolitaine). Il a progressé de 1,7 point entre le troisième trimestre 2010 et le troisième trimestre 2015 contre une évolution de 1,4 point au niveau de la France métropolitaine.

L'Aveyron et le Gers sont les départements pour lesquels le taux de chômage reste relativement faible au regard de la moyenne régionale (respectivement 7,7 % et 8,5 %). L'Ariège enregistre le taux de chômage le plus fort avec 12,6 % et la plus forte progression entre le troisième trimestre de 2010 et 2015 (plus 2,2 points). Les départements du Tarn-et-Garonne, Hautes-Pyrénées et Haute-Garonne avec respectivement 11,9 %, 11,8 % et 11,7 % ont également des taux de chômage plus élevés que la moyenne nationale. Egalement, le taux de chômage dans les départements du Tarn-et-Garonne et des Hautes-Pyrénées a le plus progressé (2,1 et 2 points). En revanche, le Tarn, le Lot et l'Aveyron sont les départements où le taux de chômage a le moins progressé avec respectivement entre le troisième trimestre 2010 et 2015 une augmentation de 1,5, 1,4 et 1,4 points.

### **Les difficultés de recrutement<sup>36</sup>**

En 2015, près de 87 689 projets de recrutement sont envisagés par les employeurs, niveau similaire à 2014 mais bien supérieur à 2010 avec plus de 9 000 recrutements supplémentaires.

Parmi ces recrutements potentiels, 34,1 % sont jugés difficiles en 2015 par les employeurs, ce taux diminue pour la troisième année consécutive et s'élevait à 43,3 % en 2010. Cette baisse concerne tous les secteurs à l'exception de l'ensemble Industrie -agro-alimentaire -agriculture dont les recrutements jugés difficiles augmentent de 5,7 %.

Concernant la part des embauches à caractère saisonnier, elle progresse en 2015 pour s'établir à 43,6 % en 2015 contre 39,9 % en 2010.

<sup>35</sup> Insee, Taux de chômage localisés, 3<sup>ème</sup> trimestre 2015

<sup>36</sup> Pôle emploi et CREDOC, Enquête besoin en main d'œuvre 2015 Midi-Pyrénées

## Liste des 10 métiers les plus recherchés en 2015 (hors saisonniers) en Midi-Pyrénées

Métiers BMO	Nombre de projets (hors saisonniers)	Dont difficiles
Agents d'entretien de locaux (y compris ATSEM)	3 137	19 %
Aides-soignants (médico-psycho., auxiliaire puériculture, assistants médicaux...)	1 853	37 %
Aides à domicile et aides ménagères	1 809	68 %
Aides, apprentis, employés polyvalents de cuisine	1 497	33 %
Ouvriers non qualifiés de l'emballage et manutentionnaires	1 421	5 %
Ingénieurs, cadres études & R&D informatique, responsables informatiques	1 326	32 %
Attachés commerciaux (techniciens commerciaux en entreprise)	1 276	49 %
Secrétaires bureautiques et assimilés (y compris secrétaires médicales)	1 025	23 %
Professionnels de l'animation socioculturelle (animateurs et directeurs)	1 024	32 %
Vendeurs en habillement, accessoires et articles de luxe, sport, loisirs et culture	949	20 %

Source : Pôle emploi Midi-Pyrénées, Enquête « besoins en main d'œuvre 2015 », éclairages et synthèses, avril 2015

### **A retenir :**

***Le taux d'activité est en augmentation et se situe au-dessus de la moyenne nationale. Il augmente fortement en particulier parmi les actifs les plus âgés. Le taux d'activité des femmes reste inférieur à celui des hommes. Par ailleurs, ces dernières sont toujours surreprésentées au sein de la catégorie socio-professionnelle des employés ainsi que dans le travail à temps partiel. Si l'économie régionale crée des emplois, le chômage est persistant. Le nombre de demandeurs d'emploi a fortement augmenté ces cinq dernières années en particulier les demandeurs d'emploi de longue durée. Néanmoins, le nombre de projet de recrutement est stable mais ils sont jugés de moins en moins difficiles par les employeurs.***

## Partie II Les évolutions du tissu économique

La croissance économique en Midi-Pyrénées est légèrement plus importante qu'au niveau national avec une évolution moyenne du PIB par habitant de 0,7 % entre 2000 et 2013 contre 0,5 % en France. Cette croissance est tirée par les industries de pointe<sup>37</sup> à savoir les activités de construction aéronautique, l'ingénierie et les études techniques. En revanche, entre 2008 et 2015, les secteurs de la construction, de l'hébergement et la fabrication des composants et cartes électronique enregistrent d'importantes baisses d'emplois<sup>38</sup>. Sur le plan territorial, une forte disparité perdure avec la Haute-Garonne qui concentre 90 % de ces créations d'emplois.

Malgré cette croissance modérée, le taux de chômage en Midi-Pyrénées se situe au-dessus de la moyenne nationale se plaçant en 8<sup>ème</sup> position des régions ayant les plus forts taux de chômage. En dépit d'un plus fort dynamisme, la région peine à absorber un flux migratoire important, signe par ailleurs de son attractivité. Entre les troisièmes trimestres 2010 et 2015, le taux de chômage en Midi-Pyrénées est passé de 8,9 % à 10,6 % contre 8,8 % à 10 % en France métropolitaine<sup>39</sup>. La hausse du taux de chômage impacte l'ensemble des départements de la région.

Le tissu économique régional est constitué majoritairement de très petites entreprises. En effet, plus de 72 %<sup>40</sup> des établissements n'ont pas de salariés, ce taux est légèrement supérieur à la moyenne nationale qui s'élève à 70 %. De plus, un quart des salariés (25,5 %) travaille dans des établissements de moins de 20 salariés contre 27 % au niveau national.

### 2.1 Les dynamiques d'emploi

Entre 2009 et 2014, les effectifs salariés marchands de la région ont augmenté de 3 % soit 22 000 postes de travail<sup>41</sup>. Néanmoins, cette hausse n'est pas homogène suivant les secteurs d'activité. En effet, l'emploi industriel a progressé de 0,9 % en 2014 notamment porté par la branche fabrication et matériels de transport dont ces effectifs salariés ont augmenté de 19,2 % entre 2009 et 2014. Les services demeurent dynamiques particulièrement pour les sous-traitants aéronautiques avec une hausse de leurs effectifs de 14,1 % durant cette période de cinq ans. Cette croissance de l'effectif salarié marchand affecte également le secteur de l'action sociale et l'hébergement médico-social ainsi que celui de la santé avec une hausse respective de 9,7 % et 6,3 % sur cinq ans. Concernant les hôtels-cafés et restaurants, les effectifs salariés ont connu une hausse de 7 % mais cette évolution se stabilise en 2013-2014. En revanche, le secteur de la construction continue de détruire des emplois avec la suppression de 10 000 postes de travail depuis la crise de 2008. Quant aux effectifs du commerce, ils diminuent de 0,5 % entre 2009 et 2014.

---

<sup>37</sup> [http://www.lemonde.fr/elections-regionales-2015/article/2015/11/26/midi-pyrenees-une-region-attractive-et-aux-finances-saines\\_4818249\\_4640869.html](http://www.lemonde.fr/elections-regionales-2015/article/2015/11/26/midi-pyrenees-une-region-attractive-et-aux-finances-saines_4818249_4640869.html)

<sup>38</sup> Diagnostic territorial 2015 Région Midi-Pyrénées, Pôle emploi Midi-Pyrénées, août 2014

<sup>39</sup> Insee, Taux de chômage localisé au lieu de résidence, 14 janvier 2016

<sup>40</sup> Insee, Connaissance Locale de l'Appareil Productif (CLAP), 2013

<sup>41</sup> Bilan n°8 année 2014 en Midi-Pyrénées, Acoff-Urssaf



## Démographie des entreprises

### Créations d'entreprises

En 2014, 24 983<sup>42</sup> entreprises ont été créées en Midi-Pyrénées contre 29 518 en 2010. L'année 2011, se caractérise par une très forte baisse du nombre des créations d'entreprises par rapport à 2010 (-14%). Depuis 2011, l'évolution des créations d'entreprises est relativement faible avec une diminution de 1,6 %. Les créations d'entreprises augmentent de 3 % en 2014 en Midi-Pyrénées.

Cette progression s'explique par le nombre d'immatriculation des sociétés (+7 %) et des micro-entrepreneurs (+4 %).

En Midi-Pyrénées, en 2014, les créations d'entreprises sont en hausse dans la quasi-totalité des grands secteurs d'activité. Elles baissent uniquement dans la construction (- 4 %), plus modérément qu'en 2013 (-11 %). Elles augmentent le plus dans le secteur des services aux particuliers (+ 6 %). En 2014, les immatriculations d'auto-entreprises progressent dans tous les secteurs à l'exception de la construction (-2 %). Inversement, hors auto-entrepreneurs, les créations d'entreprises reculent partout excepté dans les services aux particuliers (+ 7 %).

Depuis l'instauration du régime de l'auto-entrepreneur en 2009<sup>43</sup>, les nouvelles immatriculations sous ce régime représentent la majorité des demandes de créations, même si leur part se stabilise (56 % en 2014, 55 % en 2013 après 58 % en 2012) en Midi-Pyrénées comme en France (52 % en 2014, 51 % en 2013 après 56 % en 2012).

La répartition géographique des créations d'entreprises reste stable depuis 2010, la Haute-Garonne concentre la moitié d'entre elles suivi du département du Tarn, avec 11 %. Depuis 2011, les créations d'entreprises ont diminué sur la quasi-totalité des départements excepté la Haute-Garonne où ce nombre a légèrement augmenté. Cette diminution varie selon les départements. Les plus touchés sont l'Ariège et les Hautes-Pyrénées. En effet, en 2011, les Hautes-Pyrénées et l'Ariège comptaient, respectivement, 1 802 et 1 394 créations d'entreprises contre 1 633 et 1 301 en 2014.

Pour l'année 2014, le nombre de créations d'entreprises augmente dans tous les départements de Midi-Pyrénées hormis ceux du Tarn-et-Garonne (- 1 %) et des Hautes-Pyrénées (- 4 %). C'est aussi le cas pour les immatriculations d'auto-entrepreneurs. Les créations de sociétés sont, elles aussi, presque partout en hausse sauf en Ariège (- 16 %) et en Aveyron (- 2 %). En revanche, le nombre d'entreprises individuelles créées ne progresse que dans trois départements : le Gers, l'Ariège et le Lot.

### Défaillances d'entreprises

Entre 2010 et 2014, les défaillances d'entreprises en Midi-Pyrénées ont connu une augmentation de 4,6 %<sup>44</sup>. Cette hausse se concentre sur quatre départements à savoir les Hautes-Pyrénées (+13 %), la Haute-Garonne (+8 %), le Lot (+5,7 %) et le Gers (+2,6 %). Les défaillances d'entreprises restent stables en Aveyron et reculent légèrement dans le Tarn (-0,9 %). Les défaillances d'entreprises diminuent fortement sur la période 2010-2014 en Ariège (-18,4 %).

---

<sup>42</sup> Insee, Connaissance Locale de l'Appareil Productif (CLAP), 2013

<sup>43</sup> Insee, Bilan économique 2013, 2013 et bilan économique 2014, Insee conjoncture, 2015

<sup>44</sup> Filben, banque de France, 2015

En 2014, 2 456 défaillances d'entreprises ont été enregistrées en Midi-Pyrénées contre 2 348 en 2010. Ce nombre diminue par rapport à 2013 et davantage qu'au niveau national. Au niveau des secteurs d'activités, cette baisse se porte sur les services aux particuliers (- 9 %), la construction (- 5 %) et dans le secteur regroupé du commerce, transport, hébergement et restauration (- 2 %). Les défaillances sont stables dans les services aux entreprises, en revanche leur nombre est en hausse dans l'industrie.

***A retenir :***

***La région a une évolution positive de son PIB ces dix dernières années malgré la crise et cela s'accompagne d'une hausse des effectifs salariés marchands. Les créations d'entreprises connaissent un léger rebond mais les défaillances d'entreprises sont également en hausse.***

## **2.2 Les tendances par secteurs d'activités**

### **2.2.2 L'industrie**

Le secteur de l'industrie rassemble près de 150 456 actifs en Midi-Pyrénées soit près de 12,5 % des emplois régionaux<sup>45</sup>. Plus d'un quart (28 %) de ces actifs sont des femmes et cette proportion est stable depuis 2007. La part des actifs de 50 ans et plus dans l'industrie reste inférieure à la moyenne régionale (25,7 % contre 28 %). Néanmoins, elle augmente de 1,7 point par rapport à 2010.

19 016 établissements sont répertoriés dans le secteur industriel en Midi-Pyrénées<sup>46</sup>, ils emploient 147 621 salariés. Presque un tiers (31 %) de ces établissements se situent en Haute-Garonne et concentrent la moitié des effectifs salariés. Ensuite, le Tarn comptabilise près de 15,7 % des établissements et 11,4% des salariés puis l'Aveyron avec 14,1 % des établissements et 10 % de l'effectif régional salarié. Pour ce dernier département, sa part régionale en nombre d'établissement diminue de presque 2 points par rapport à 2010.

#### **Le secteur aéronautique et spatial<sup>47</sup>**

- Fin 2013, 630 entreprises de la filière aéronautique étaient implantées en Midi-Pyrénées, y employant au total 82 000 salariés, soit plus d'1 salarié sur 10 des secteurs marchands non agricoles dans la région.
- Airbus Group enchaîne les années record. Après 2013, 2014 et maintenant 2015, le carnet de commandes d'Airbus Group a dépassé 1 000 milliards d'euros, contre 858 milliards fin 2014. L'augmentation de la production d'Airbus rejaille sur celle de la chaîne d'approvisionnement industrielle qui suit la cadence. Fin 2015, le carnet de commandes du constructeur européen s'établit à 6 800 avions restant à livrer, soit dix années de production au rythme actuel<sup>48</sup>.

---

<sup>45</sup> Insee, Recensement au lieu de résidence, 2012

<sup>46</sup> Insee, Connaissance locale de l'appareil productif (CLAP), 2013

<sup>47</sup> Bilan économique 2014, Insee conjoncture Midi-Pyrénées n°5

<sup>48</sup> Le Monde du 25 février 2016

- Du fait de ce carnet de commande, Airbus Group développe pour sa chaîne d’approvisionnement son appareil productif à travers l’investissement matériel, la recherche et le développement ou encore le recours à la sous-traitance<sup>49</sup>.
- Les besoins d’emploi restent donc conséquents dans les métiers liés à la production.
- Le secteur du spatial continue sa progression avec une forte augmentation des prises de commandes de satellites de télécommunication et d’observation par les constructeurs européens implantés à Toulouse en 2014. En forte augmentation, les prises de commandes sont supérieures au chiffre d’affaires tant pour Airbus Space Systems que pour Thales Alenia Space (TAS).
- Dans l’ingénierie, le rythme de l’activité continue de faiblir avec la fin des grands programmes aéronautiques. Les chefs d’entreprise sont pessimistes sur le niveau de leur activité fin 2014. Cette inquiétude dans l’ingénierie aéronautique est suscitée par la fin annoncée des grands programmes de développement chez Airbus (A380, A400M, A350, A320neo).
- L’année 2014 marque une réorganisation importante au sommet de la filière aéronautique. Au 1<sup>er</sup> janvier 2014, le groupe EADS est devenu Airbus Group en se réorganisant autour de trois divisions : Airbus (avions commerciaux), Airbus Defense and Space (DS - activités spatiales et de défense, y compris avions militaires) et Airbus Helicopters (hélicoptères civils et militaires, ex Eurocopter). En juillet, le groupe se sépare de la société Test & Services, rebaptisée Sphera, spécialisée dans les tests d’équipements aéronautiques et dont le siège est à Colomiers. À l’automne 2014, Airbus Group annonce la fusion de ses deux filiales Aerolia et Sogerma donnant naissance à Stelia Aerospace n°1 européen et n°3 mondial dans le domaine des aérostructures. Dans le même temps, le groupe annonce son souhait de céder sa filiale d’ingénierie Cimpa (1 000 salariés dans le monde) basée à Blagnac. Le groupe Sopra Steria l’a rachetée.

### **L’industrie agroalimentaire<sup>50</sup>**

- Les entreprises de la filière agroalimentaire en Midi-Pyrénées se caractérisent par de grands groupes leaders à vocation mondiale, des PME-PMI dynamiques au rayonnement national, une forte présence de coopératives agricoles et un tissu dense de TPE-PME<sup>51</sup>.
- L’industrie agroalimentaire est un pourvoyeur d’emploi important en Midi-Pyrénées. La filière compte 972 établissements au troisième trimestre 2015 soit une hausse de 2,3 % par rapport à 2014<sup>52</sup>. 16 425 salariés travaillent dans ce secteur au troisième trimestre 2015 contre 17 186 en 2010<sup>53</sup>. Concernant la répartition de ces salariés dans les différentes branches : plus d’un tiers (37 %) travaillent pour la transformation et conservation de viande ; la fabrication d’autres produits alimentaires ainsi que la fabrication des produits laitiers représentent chacun 17 % de l’ensemble des salariés de la filière.
- Le poids de l’industrie agroalimentaire dans le nombre total de salariés est relativement important pour les départements du Lot (9 %), du Gers et de l’Aveyron (8 % chacun).

<sup>49</sup> La chaîne d’approvisionnement aéronautique et spatiale du grand Sud-Ouest, Insee Analyses Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées n° 4, février 2016

<sup>50</sup> Industrie Agroalimentaire en Midi-Pyrénées- Chiffres clés 2015, dossiers sectoriels, CCI Midi-Pyrénées, 5 février 2016

<sup>51</sup> Maadeli, Agence du développement économique, de l’export et de l’innovation en Midi-Pyrénées, 2016

<sup>52</sup> Fichiers des CCI de Midi-Pyrénées / URSSAF Midi-Pyrénées, 5 février 2016

<sup>53</sup> Industrie Agroalimentaire en Midi-Pyrénées, dossiers sectoriels 2010, CCI Midi-Pyrénées

- Majoritairement, ce secteur est composé de petites structures. En effet, 68,7 % des établissements comptent moins de 10 salariés, 12,3 % ont entre 10 et 19 salariés et 11,7 % entre 20 et 49 salariés.
- La question du vieillissement des dirigeants de ce secteur se pose. En effet, 42 % des dirigeants ont plus de 55 ans dont 25 % ont plus de 60 ans et 13 % ont 65 ans et plus.
- Midi-Pyrénées est la première région française pour son pôle confiturier, la collecte de lait de brebis (73 % des volumes nationaux) et la fabrication de produits au lait de brebis (69 % des productions nationales) ainsi que la fabrication de produits de salaisonnerie sèche (35 % de la production nationale de jambon sec et 12 % de saucisses et saucissons). La région se place en deuxième position concernant la production de palmipèdes gras.

### L'industrie du bois<sup>54</sup>

- La filière forêt-bois représente 3 % de l'ensemble des entreprises régionales en 2012<sup>55</sup>. Au troisième trimestre 2015, 3 522 établissements sont répertoriés dans la filière bois comptant 14 948 salariés. Les effectifs de la filière bois diminuent depuis 2008.
- La forêt occupe 30 % du territoire régional mais de manière très morcelée et en grande partie sur des terrains montagneux où l'exploitation s'avère compliquée<sup>56</sup>.
- La moitié des salariés (50 %) et des établissements (53 %) se concentre autour du travail du bois et de la construction. Les activités liées aux intermédiaires du commerce et commerce de gros représentent presque un tiers des salariés de la filière (31 %) et 22 % des établissements.
- La distribution spatiale de la filière souligne le rôle des départements du Gers, de l'Aveyron et de l'Ariège. Dans ces départements, la proportion de salariés appartenant à la filière bois est supérieure à la moyenne régionale (un poids d'environ 5 % contre près de 3 % au niveau régional).
- Cette filière est composée majoritairement d'établissements comptant moins de 10 salariés, soit 89 % de l'ensemble.
- L'industrie du bois est confrontée au vieillissement de ses dirigeants avec plus du tiers des dirigeants qui ont 65 ans ou plus et 22,4 % qui ont entre 55 et 64 ans.

### 2.2.2 Les services

Le secteur des services compte 762 978 actifs en Midi-Pyrénées soit plus de 63 % des emplois régionaux. Les femmes concentrent 57 % des emplois dans ce secteur, cette proportion reste similaire à 2010. Dans les activités liées aux administrations publiques, l'enseignement, la santé publique et l'action sociale la part des femmes atteint près de 68 %. La structure de la pyramide des âges est relativement conforme à la moyenne de Midi-Pyrénées. La part des 50 ans et plus est de 28,8 % pour le secteur des services contre 28 % au niveau régional, la proportion des 26-49 ans est similaire avec 61,3 % et le secteur compte 9,8 % de moins de 26 ans contre 10,6 % en Midi-Pyrénées.

Le secteur des services représente plus de la moitié du nombre des établissements (57 %) avec 174 436 établissements et regroupe 64 % des actifs<sup>57</sup>. La Haute-Garonne concentre plus de la moitié

<sup>54</sup> La filière bois en Midi-Pyrénées, Chiffres clés 2015, CCI Midi-Pyrénées, 5 février 2016

<sup>55</sup> Fichiers des CCI de Midi-Pyrénées (établissements inscrits au RCS), Association professionnelle de la filière bois en Midi-Pyrénées, 2012

<sup>56</sup> Draaf

des effectifs salariés de ce secteur (56 %) et compte 45,7 % des établissements. Les départements du Tarn, de l'Aveyron et des Hautes-Pyrénées représentent respectivement 11 %, 9 % et 9 % des établissements ainsi que 10 %, 8 % et 7 % des actifs.

## Les services aux entreprises

### Le transport et la logistique<sup>58</sup>

- Malgré la crise économique de ces dernières années, depuis 2009, le secteur du transport et de la logistique en Midi-Pyrénées connaît une croissance annuelle moyenne positive de 1 % de ses effectifs salariés alors qu'elle est nulle au plan national, voire même négative sur certaines régions.
- En Midi-Pyrénées, cette filière est soutenue par la dynamique de plusieurs secteurs fortement employeurs de compétences en logistique et transport : l'aéronautique, l'agroalimentaire et la grande distribution, le e-commerce qui représente aujourd'hui une opportunité pour la région avec une cinquantaine de grands acteurs implantés en Midi-Pyrénées<sup>59</sup>.
- Depuis 2009, les effectifs de ce secteur sont en progression (+8 %), ce qui représente plus de 2 000 emplois créés en 5 ans sur la région Midi-Pyrénées. A titre de comparaison au plan national, les effectifs sur 5 ans ont beaucoup moins augmenté (+4 %) compte tenu d'un léger fléchissement sur 2012.
- La population active est vieillissante avec une part des 50 ans et plus qui progresse de 28 % entre 2007 et 2011<sup>60</sup>.
- Le tissu productif tend à se modifier par la diminution du nombre d'établissements de petite taille au profit des établissements de plus de 50 salariés depuis les cinq dernières années. Néanmoins, la configuration des établissements reste majoritairement des petites et moyennes structures puisque 95 % d'entre eux comptent moins de 50 salariés. Cependant en 5 ans, les effectifs progressent de 17 % dans les établissements de 50 salariés ou plus et de 7 % dans les établissements de 10 à 49 salariés. A l'inverse, ils baissent de 6 % dans les établissements de moins de 10 salariés.

***En savoir plus :*** *Les métiers du transport et de la logistique, Enjeux et prospective en Midi-Pyrénées, CarifOref, novembre 2015*

### Les activités d'ingénierie et d'informatique

- Le développement de l'aéronautique et du spatial a été un levier important pour la croissance des secteurs de l'informatique, de l'électronique et des télécommunications en Midi-Pyrénées. Aujourd'hui, avec plus de 34 300 emplois, la région Midi-Pyrénées est, en

---

<sup>57</sup> Insee, Connaissance locale de l'appareil productif (CLAP), 2013

<sup>58</sup> Rapport 2015 en Midi-Pyrénées de l'Observatoire prospectif des métiers et des qualifications dans les transports et la logistique

<sup>59</sup> Les métiers du transport et de la logistique, enjeux et prospective en Midi Pyrénées, CarifOref, novembre 2015

<sup>60</sup> Ibidem

France, un acteur majeur dans le développement des technologies de l'information et de la communication et se place en deuxième position des régions françaises<sup>61</sup>.

- Malgré la fin des grands projets de développement dans l'aéronautique, le secteur devrait rester dynamique à moyen terme. L'impact devrait concerner notamment les métiers de l'ingénierie de conception, le calcul mécanique et le développement d'applications pour les systèmes embarqués<sup>62</sup>.
- Le secteur du numérique est très dynamique en Midi-Pyrénées et particulièrement innovant. La région Midi-Pyrénées a mis en place un cluster d'entreprises « DigitalPlace », constitué d'entreprises de toutes tailles et représentatives des métiers technologies et de l'information et de la communication.
- La grande école du numérique se met en place en région Midi-Pyrénées. Son objectif principal est de permettre aux jeunes, aux personnes sans diplôme ou à la recherche d'un emploi de se former aux nouvelles technologies et de trouver un emploi. Trois organismes de formation financés par la région Midi-Pyrénées ont obtenu le label national « Grande école du Numérique »<sup>63</sup>.

***En savoir plus :*** *Les métiers du numérique, Enjeux et prospective en Midi-Pyrénées, CarifOref, septembre 2015*

## **Les services aux particuliers**

### **L'hôtellerie-restauration et le tourisme**

- En début d'année 2014, le secteur de l'hôtellerie-restauration rassemblait plus de 37 300 salariés en Midi-Pyrénées, soit 5 % de l'emploi salarié régional<sup>64</sup>. L'évolution de l'emploi salarié est positive entre 2008 et 2012 (+7,6 %) mais connaît une diminution en 2013 du aux mauvaises conditions météorologiques.
- Avec 4 % des arrivées et des nuitées de la France métropolitaine, la région se place au 7<sup>ème</sup> rang des régions les plus touristiques<sup>65</sup> avec deux pôles majeurs qui sont Toulouse et Lourdes. Depuis 2009, le nombre de nuitées diminue en région (-5,5 %)<sup>66</sup>. L'année 2013 fut fortement marquée par les inondations de la région de Lourdes où les nuitées chutent de 30 % par rapport à juin 2012. L'évolution des caractéristiques du tourisme se poursuit avec un raccourcissement de la durée des séjours des touristes français comme étrangers.
- Le taux de tension des métiers de l'hôtellerie, restauration, tourisme se situe au-dessus de la moyenne régionale en 2013 (0,5 contre 0,46). On relève des tensions plus importantes dans les groupes liés à l'animation et aux sports, et à la cuisine (respectivement 0,60 et 0,56)<sup>67</sup>.

***En savoir plus :*** *Les métiers de l'hôtellerie, restauration, tourisme, Enjeux et prospective en Midi-Pyrénées, CarifOref, décembre 2014*

---

<sup>61</sup> <http://www.midipyrenees-eco.fr/-Technologies-de-l-information-et-de-la-communication-.html>

<sup>62</sup> Les métiers du numérique, Enjeux et perspectives en Midi-Pyrénées, CarifOref, septembre 2015

<sup>63</sup> Ministère de l'éducation nationale.

<sup>64</sup> Les métiers du numérique, Enjeux et perspectives en Midi-Pyrénées, CarifOref, septembre 2015

<sup>65</sup> Insee Flash Midi-Pyrénées, n°40 mai 2015

<sup>66</sup> Les chiffres du tourisme en Midi-Pyrénées, 2014

<sup>67</sup> Les métiers de l'hôtellerie, restauration et tourisme, Enjeux et perspectives en Midi-Pyrénées, CarifOref, décembre 2014

## Les services à la personne<sup>68</sup>

- Les services à la personne emploient 91 100 salariés en Midi-Pyrénées mais seulement 26 300 en équivalent temps plein en 2010. Les particuliers employeurs génèrent encore plus de la moitié (56 %) des heures travaillées et les associations un tiers (33 %) en 2010.
- En Midi-Pyrénées, les organismes de services à la personne œuvrent principalement dans l'aide aux personnes âgées ou dépendantes, de manière plus marquée qu'au niveau national. En effet, les trois quart des heures rémunérées par ces organismes concernent l'assistance aux personnes âgées ou dépendantes contre 62 % dans les autres régions. Ce constat corrobore les caractéristiques de la population où les personnes âgées de 75 ans et plus représentent 10,5 % de la population de Midi-Pyrénées contre 9,5 % en moyenne dans les autres régions.
- Au niveau national, l'activité globale du secteur des services à la personne diminue ( -1,1 % en 2012, -3,5 % en 2013 et -0,9 % en 2014)<sup>69</sup>. Concernant l'emploi à domicile par les particuliers employeurs, en 2014, le recul de la masse salariale nette de l'emploi à domicile continue (-3,0 % sur un an après -4,6 % en 2013) en lien avec la baisse du nombre d'employeurs et du nombre d'heures déclarées (- 4,2 % sur un an après -5,5 % en 2013)<sup>70</sup>.

### 2.2.3 Le commerce

Le secteur du commerce rassemble 152 539 actifs en Midi-Pyrénées soit près de 12,6 % des emplois régionaux en 2012<sup>71</sup>. Ce volume d'emploi est relativement stable depuis 2007. Les femmes représentent 47 % des actifs et cette structure est stable depuis 2010. Près de 15 % des actifs ont moins de 26 ans, une proportion supérieure à la moyenne régionale (10,6 %). A l'inverse la part des actifs de 50 ans et plus est inférieure à la moyenne régionale (23,6 % contre 28 %).

15 % des établissements de la région Midi-Pyrénées<sup>72</sup> appartiennent au secteur du commerce et représentent 13 % des effectifs. Presque la moitié des effectifs est concentré en Haute-Garonne (47 %) comme 41 % des établissements. Le Tarn, le Tarn-et-Garonne et l'Aveyron comptent respectivement 13 %, 10 % et 9 % des établissements actifs de ce secteur et les effectifs salariés représentent 12 %, 9 % et 9 %.

- L'emploi salarié dans ce secteur diminue sur l'ensemble de l'année 2014 (-0,4 %), plus fortement qu'en 2013 (-0,5 %)<sup>73</sup>. Cette baisse est liée à une consommation des ménages peu dynamique, cette tendance se retrouve aussi au niveau national.
- En Midi-Pyrénées, l'enquête de la CCI donne une mesure du poids de la vente à distance en région : elle représente environ 480 millions d'euros en 2014, dont 81 % est effectué sur internet. Ce chiffre est en constante augmentation depuis 2009<sup>74</sup>. De plus, le drive (ou point

<sup>68</sup> 6 pages de l'insee, Numéro 158, mai 2014

<sup>69</sup> Les services à la personne en 2012, DARES Analyses n°038, mai 2014 et Les services à la personne en 2013, DARES analyses n°010, février 2015 et les services à la personne en 2014, DARES Résultats n°009, février 2016

<sup>70</sup> Acoos Stat n° 226 - Janvier 2016

<sup>71</sup> Insee, Recensement au lieu de résidence, 2012

<sup>72</sup> Insee, Connaissance locale de l'appareil productif (CLAP), 2013

<sup>73</sup> Bilan économique 2014, Insee conjoncture n°5

<sup>74</sup> CarifOref Midi-Pyrénées, Les métiers du commerce, Enjeux et prospective, décembre 2015

de retrait) s'est fortement développé en Midi-Pyrénées<sup>75</sup> notamment dans les grandes et moyennes surfaces même si sa progression a depuis légèrement ralenti.

- Aussi, le développement du e-commerce a un impact sur les activités de logistique. Des plateformes dédiés aux e-commerçants voient le jour en Midi-Pyrénées, y compris dans les départements ruraux (Ariège, Gers)<sup>76</sup>.
- Le développement de la vente à distance dans le secteur du commerce a un fort impact sur les métiers et les compétences demandés.

***En savoir plus :*** *Les métiers du commerce, Enjeux et prospective en Midi-Pyrénées, CarifOref, décembre 2015*

#### **2.2.4 Construction**<sup>77</sup>

Le secteur de la construction compte 63 980 actifs en 2012 soit 7,3 % des emplois de la région. Par rapport à 2010, le secteur perd 1 358 actifs. La féminisation de ce secteur reste faible avec 11% de femmes. Le secteur compte une part des actifs de moins de 26 ans plus importante que la moyenne régionale (14,2 % contre 10,6 %) même si elle s'est réduite de 1,8 point par rapport à 2010. A l'inverse, la part des actifs de 50 ans et plus est inférieure à la moyenne dans la région Midi-Pyrénées avec 23,6% contre 28%.

35 503 établissements, dans le secteur de la construction, sont recensés en 2013 en Midi-Pyrénées et représentent 12 % des établissements au niveau régional. Ce secteur compte 7 % des actifs de Midi-Pyrénées dont la moitié se concentre en Haute-Garonne (51 %). Puis, les départements du Tarn et de l'Aveyron représentent respectivement 12 % et 10 % des établissements actifs de ce secteur ainsi que 11 % et 10% des actifs.

La tendance d'évolution globale du nombre de logements autorisés en Midi-Pyrénées est à la baisse depuis 2012 malgré une année 2013 où la région s'était distinguée par une légère hausse (1 %) puis a diminué de 10 % entre 2014 et 2013. La tendance est la même en France métropolitaine.

#### **2.2.5 Agriculture**

- Le nombre d'exploitations est estimé à 43 500 en 2014 soit une baisse de 8,6 % depuis 2010. Cette diminution est cependant moins marquée qu'au niveau national sur la même période (- 10,4 %). Le nombre d'actifs permanents travaillant sur ces exploitations enregistre une baisse équivalente de 8,8 % pour atteindre 76 520 actifs en 2014 sur le territoire régional. Cependant le nombre de salariés (environ 8 000 en 2014) augmente de 7,6 % sur la période<sup>78</sup>.

---

<sup>75</sup> CarifOref Midi-Pyrénées, Les métiers du commerce, Enjeux et prospective, décembre 2015

<sup>76</sup> Touléco, Midi-Pyrénées, terre d'accueil pour les e-commerçants, 23 janvier 2014

<sup>77</sup> Insee, Connaissance locale de l'appareil productif (CLAP), 2013

<sup>78</sup> Bilan annuel de l'emploi agricole (BAEA), Agreste, décembre 2015



- 44 % des actifs agricoles ont 50 ans ou plus contre 28 % en moyenne en Midi-Pyrénées. L'âge moyen des chefs d'exploitations est particulièrement élevé et dépasse les 50 ans. Moins d'un tiers des actifs sont des femmes (31 %) <sup>79</sup>.
- En France, le recours aux salariés ainsi que leur volume de travail augmentent légèrement entre 2010 et 2013 pour s'établir à 18 %. Ce recours est d'autant plus important dans les exploitations de forme sociétaires, dont la part augmente passant de 30 % à 34 % entre 2010 et 2013 en France, sachant qu'elles regroupent 30 % des salariés agricoles en 2013 <sup>80</sup>.
- En 2013, Midi-Pyrénées confirme sa première place pour les superficies agricoles biologiques. La région compte 11 % des exploitations en agricultures biologiques françaises, soit 2 746 exploitations.
- Le vieillissement de la population agricole se poursuit et les installations, dont le nombre se stabilise, ne suffisent pas à compenser les départs en retraite. Le taux moyen de remplacement de ces départs est seulement de 64 %. Le taux de renouvellement correspondant au nombre d'installations sur le nombre total d'agriculteurs est de 2 % <sup>81</sup>.

### 2.2.6 Zoom sur l'artisanat <sup>82</sup>

Le secteur artisanal <sup>83</sup> en Midi-Pyrénées est dynamique, en effet le nombre d'établissements a augmenté de 7 % entre 2011 et 2014. On compte 66 337 établissements en Midi-Pyrénées en 2014. Durant cette période, le nombre d'établissement dans les départements du Tarn et de la Haute-Garonne augmentent de 11 %. Ces départements concentrent également près de la moitié de ces établissements (52 %). A l'inverse, le département des Hautes-Pyrénées connaît une baisse de 1 %. Concernant les secteurs d'activités, seul celui de la production enregistre une baisse du nombre de ces établissements entre 2011 et 2014 qui s'établi à 4 %. En revanche, les secteurs de l'alimentation et des services connaissent une hausse de 10 % et 15 % et représentent 12,7 % et 30 % de l'ensemble des établissements artisanaux. Le secteur du bâtiment concentre à lui seul 43 % des établissements.

En 2014, l'artisanat en Midi-Pyrénées représente plus de 180 000 actifs dont les chefs d'entreprises, les conjoints, les conjoints collaborateurs, les salariés et les apprentis. Le nombre de salariés est de 103 013 en 2014 et diminue de 3 % depuis 2011.

Seul le département du Tarn-et-Garonne connaît une légère hausse de ces salariés de 1 % sur la période 2011-2014. Les autres départements, eux observent la même tendance qu'au niveau régional. La baisse est plus importante pour le Lot (-7 %), le Tarn (-6 %) l'Ariège et les Hautes-Pyrénées (-5 %).

L'évolution de l'emploi par secteur d'activité n'est pas homogène. Les secteurs du bâtiment et de la production connaissent une diminution sur la période 2011-2015 avec -7 % et -10 % respectivement. A l'inverse, l'alimentation et les services augmentent de +9 % et +3 % sur cette même période.

<sup>79</sup> Insee, Connaissance locale de l'appareil productif (CLAP), 2013

<sup>80</sup> Enquête sur la structure des exploitations agricoles en 2013, Agreste primeur, numéro 327, novembre 2015

<sup>81</sup> Chambres d'Agriculture de Midi-Pyrénées, 2014

<sup>82</sup> Artisanat en Midi-Pyrénées, Atlas Edition 2015, l'observatoire de l'artisanat en Midi-Pyrénées

<sup>83</sup> Entendu comme l'ensemble des entreprises inscrites au répertoire des métiers. Cette notion ne doit pas être confondue avec celle de secteur d'activité utilisée précédemment, liée à l'activité principale de l'établissement employeur (artisan ou autre).

Deux tiers des établissements n'ont pas de salariés en 2014 et cette part augmente de 4 points par rapport à 2011. Plus du quart des établissements (28 %) ont entre 1 et 5 salariés. En moyenne, les établissements employeurs (36 % de l'ensemble des établissements) ont 4,4 salariés, un chiffre stable depuis 3 ans.

Au niveau de la forme juridique, la moitié des établissements artisanaux sont des entreprises individuelles.

L'âge moyen des chefs d'établissements est de 46 ans et cette moyenne est stable depuis 2011. La part des moins de 35 ans augmente de 2 points par rapport à 2011 pour se fixer à 18 % en 2014. En 2014, 21 % des chefs d'établissements sont des femmes contre 19,5 % en 2011.

**A retenir :**

***La région Midi-Pyrénées compte d'importants secteurs d'activité économique notamment l'aéronautique & spatial et l'agroalimentaire. Le secteur le plus pourvoyeur d'emploi reste les services en couvrant plus de la moitié des emplois de la région. Les secteurs de l'informatique, de l'électronique et des télécommunications sont particulièrement dynamiques et contribuent au développement des TIC dans la région. Le tissu économique se caractérise toujours par un grand nombre de petites structures (TPE, PME), avec un poids important et croissant de l'artisanat. S'il continue à perdre des emplois, le secteur agricole reste prépondérant. Le secteur de la construction a connu également une perte d'effectif, de même que la filière bois. Les emplois se maintiennent dans les secteurs du transport & logistique et le commerce. Enfin, le secteur du tourisme avec deux pôles majeurs que sont Toulouse et Lourdes connaît une augmentation de ses effectifs.***

## Partie III Les dispositifs d'information et de formation

### 3.1 Les structures de l'accueil, de l'Information et de l'Orientation

#### Evolution des réseaux en Midi-Pyrénées

Structures	2011	2015
<b>Réseaux existant au niveau national</b>		
SCUIO-IP : Services communs universitaires d'information, d'orientation et d'insertion professionnelle SUIO-IP : Service Universitaire d'Information, d'Orientation et d'aide à l'Insertion Professionnelle DOSI ou SOEP : (Direction de l'orientation, des stages et de l'insertion) (Service Orientation Etudes Professionnalisation)	4	4
CIO (Centre d'Information et d'Orientation)	29	22
Pôle Emploi	49 agences + 2 agences spécialisées, 3 plates-formes de vocation	46 agences + 6 A2S (agences de services spécialisés) 1 espace cadre, 1 PEI culture audiovisuel spectacle
Réseau Information Jeunesse : CRIJ : Centre Régional Information Jeunesse, BIJ : Bureau Information Jeunesse PIJ : Point Information Jeunesse	73	61
Missions Locales	11 Missions Locales, 47 antennes, 196 points d'accueil	11 Missions Locales, 47 antennes
Cap Emploi	8	8
Consulaires : Chambre de métiers et de l'artisanat, Chambre d'agriculture, Chambre de commerce et d'industrie	26	24+ 41 antennes, soit : CCI : 8 + 4 antennes CA : 8 + 32 antennes CM : 8 + 5 antennes
CAD : Centre d'Aide à la Décision, Pôle Apprentissage agricole, Point A	27	24
Pico : Point information conseil orientation	27	25
EREF : Espace Rural Emploi Formation	32	28
AFIJ : Association pour Faciliter l'Insertion des Jeunes Diplômés	5 + 3 permanences	0
CIDFF : Centre d'information sur les droits des femmes et des familles	11	8 + 42 points d'accueil
PLIE : Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi	6	2
CBE : Comités de Bassin d'Emploi	6	2
OPCA : Organisme Paritaire Collecteur Agréé	41	15
Fongecif Midi-Pyrénées : FONds de GEstion du Congé Individuel de Formation	1+ 70 permanences	1+18 permanences + 78 points relais d'info.
CIBC : Centre Interinstitutionnel de Bilan de Compétences	30	19 + 8 antennes

Réseaux d'initiative régionale ou locale en Midi-Pyrénées	2011	2015
MCEF : Maison Commune Emploi Formation	17	20
Points d'appui Mcef	31	31
Points emploi, Maisons ou services de l'emploi	23	29
PRC : Point Relais Conseil	32	29

### Répartition départementale des réseaux d'initiative régionale ou locale en 2015

Départements	Mcef	Point d'appui des Mcef	Point emploi, Maison de l'emploi, Service emploi	PRC	Total des structures par département
Ariège	1	1	1	1	4
Aveyron	3	9	7	1	20
Haute-Garonne	7	10	15	11	43
Gers	1	0	0	1	2
Lot	2	1	1	3	7
Hautes-Pyrénées	3	5	0	5	13
Tarn	3	5	1	3	12
Tarn & Garonne	0	0	4	4	8
<b>Total</b>	<b>20</b>	<b>31</b>	<b>29</b>	<b>29</b>	<b>109</b>

## 3.2 La formation initiale

### Le premier degré<sup>84</sup>

- A la rentrée 2014, le premier degré comptait 275 935 élèves, soit 8 239 élèves supplémentaires par rapport à 2010. Cette hausse du nombre d'élèves est également répartie entre l'enseignement public (+3,1 %) et le privé (+2,9 %). Le poids de l'enseignement public reste donc stable sur la période 2010-2014, rassemblant ainsi plus de 88 % des élèves inscrits.
- La hausse se concentre sur la Haute-Garonne (+7,5 % soit 8 872 élèves) et le Tarn-et-Garonne (+6,4 % soit 1 640 élèves). Les départements du Lot, de l'Aveyron et dans une moindre mesure du Gers connaissent une baisse importante de leurs effectifs avec respectivement - 8 %, -2,5 % et -1,9 %.
- 45,8 % de la population scolarisée se concentre dans le seul département de la Haute-Garonne.
- La répartition des établissements est moins déséquilibrée que celle des effectifs (32,9 % des écoles en Haute-Garonne).

<sup>84</sup> L'académie en chiffres 2014-2015, Direction de la prospective et de la performance, Académie de Toulouse, Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche et L'académie en chiffre 2010-2011, Académie de Toulouse, Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche

- Le poids des petites structures est toujours prédominant en Midi-Pyrénées avec 19,4 % des écoles à classes unique contre 9,4 % en France métropolitaine.
- Pour la rentrée 2015, une nouvelle augmentation des effectifs de 1 % soit 2 850 élèves supplémentaires.

### **Le second degré**

Les effectifs globaux du second degré s'élevaient en 2015 à 269 078 élèves, soit une augmentation de 3,2 % depuis 2010<sup>85</sup>. Cette hausse est portée par les lycées généraux, technologiques ou polyvalents (+11,8 % entre 2010 et 2014) ainsi que les collèges (+3,4 %). En revanche, on observe durant cette période une baisse des effectifs de l'enseignement technique notamment dans les lycées techniques (- 11,6 %), l'apprentissage (-8 %) et l'enseignement agricole (-2,7 %).

### **Le second degré (éducation nationale)<sup>86</sup>**

- A la rentrée 2014, le second degré comptait 241 403 élèves, soit 9 716 élèves supplémentaires par rapport à 2010. Cette augmentation du nombre d'élèves concerne essentiellement l'enseignement public avec une hausse de 5 % contre 0,6 % pour l'enseignement privé.
- Les effectifs du second degré augmentent dans la majorité des départements excepté le Lot (-1,6 %). Le Tarn-et-Garonne connaît une importante hausse de ses effectifs (+11,5 %) ainsi que le Gers (5,3 %), le Tarn (5,2 %) et la Haute-Garonne (4,4 %).
- La Haute-Garonne concentre presque la moitié des effectifs du second degré avec 45,7 % ; cette proportion est stable depuis 2010.
- L'augmentation des effectifs concernent les collèges et lycées d'enseignement général. Les lycées professionnels connaissent une baisse importante de leurs effectifs depuis 2004 de plus de 15 %.
- La répartition des établissements est moins hétérogène que celles des effectifs. En effet, la Haute-Garonne concentre 36,4 % des établissements publics et privés du second degré et le Tarn et l'Aveyron totalisent respectivement 13,7 % et 13 %.

### **L'enseignement agricole<sup>87</sup>**

- En 2015, on compte 9 843 élèves dans l'enseignement agricole soit une diminution de 4,1 % depuis 2010. Près de 58 % des effectifs se concentrent dans les établissements publics, cette proportion est relativement stable depuis 2010 (54 %).
- L'écart entre les hommes et les femmes dans l'enseignement agricole tend à se réduire. En effet, les femmes représentent 51 % de l'effectif total, soit un point de moins qu'en 2010. Néanmoins, elles sont surreprésentées dans l'enseignement privé (55 %) même si cet écart diminue depuis 2010 où leur part s'élevait à 58 %. Cette surreprésentation s'explique par

<sup>85</sup> Rectorat de l'académie de Toulouse, Draaf, Région Midi-Pyrénées, traitement CarifOref Midi-Pyrénées

<sup>86</sup> L'académie en chiffres 2014-2015, Direction de la prospective et de la performance, Académie de Toulouse, Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche et L'académie en chiffre 2010-2011, Académie de Toulouse, Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche

<sup>87</sup> Draaf, traitement CarifOref Midi-Pyrénées

leur forte présence dans les filières « services » (tels que « services aux personnes » et « services en milieu rural »).

- Depuis 2010, on assiste à une augmentation des effectifs dans les formations plus qualifiantes de niveau IV et dans une moindre mesure de niveau III. En effet, plus de 65 % des élèves suivent une formation de niveau IV (contre 54 % en 2010) et 15,2 % une formation de niveau III (contre 13,7 % en 2010). Ces formations sont majoritairement dispensées dans des établissements publics (63 %).

En revanche, les effectifs des formations de niveau V diminuent de 11 points entre 2010 et 2014 pour représenter 5,6 % en 2014.

## L'apprentissage<sup>88</sup>

- On compte 17 203 apprentis inscrits au 31 décembre 2015 soit une diminution de 7,1 % par rapport à 2009. On observe entre 2009 et 2015 une redistribution des apprentis entre les différents niveaux : diminution du nombre d'apprentis des niveaux IV à VI et augmentation des effectifs dans les autres niveaux. En effet, les effectifs en pré-apprentissage connaissent une baisse très importante de 41,5 %, soit 321 pré-apprentis de moins durant cette période. De plus, les formations de niveaux V diminuent de 17,2 % (soit 1 656 apprentis de moins) ainsi que les formations de niveaux IV de 11,8 % (soit 498 apprentis de moins).
- En revanche, les formations de niveaux III augmentent de 13,3 % (soit 331 apprentis de plus), celles de niveaux II de 19 % (112 apprentis). Enfin, les effectifs des formations du niveau I doublent presque avec une hausse qui s'élève à 82 % soit 709 apprentis de plus entre 2009 et 2015.
- Malgré la baisse des effectifs dans les niveaux V et IV, leur part au sein de l'apprentissage reste encore prépondérante en 2015. En effet, presque la moitié des apprentis sont inscrit dans une formation de niveau V (46,2 %), presque un quart dans une formation de niveau IV (21,6 %). Néanmoins, la part des autres formations augmentent pour s'établir à 16,4 % pour le niveau III et 13,2 % pour les formations supérieures (niveau I et II).
- La part des femmes dans les effectifs des apprentis est constante depuis 2009 et s'élève à 29 %.
- Entre 2013 et 2015, le nombre des apprentis reconnus comme personnes handicapées a fortement augmenté (+43 % soit 145 personnes). La part des personnes reconnues handicapées dans l'ensemble des apprentis s'élèvent donc à 2,8 % en 2015.
- Au niveau de l'insertion, entre 2008 et 2013, en moyenne 42 % des apprentis trouvent un emploi six mois après la fin de leur formation, soit plus de 10 points de moins par rapport à la période avant crise (54 % pour la cohorte de 2007)<sup>89</sup>. Plus de la moitié de ceux qui ont trouvé un emploi sont embauché en CDI (56 %). 18 mois après leur formation (pour la cohorte de 2012), près de 56 % des apprentis ont trouvé un emploi dont 68 % en CDI, un quart est en formation (25 %) et 17 % sont au chômage.

***En savoir plus :*** *Le devenir des publics formés par la région Midi-Pyrénées : les apprentis sortis de formation en 2012 et 2013, CarifOref, août 2015*

---

<sup>88</sup> Région Midi-Pyrénées, Apprentissage au 31 décembre de l'année considérée, traitement CarifOref

<sup>89</sup> Le devenir des publics formés par la région Midi-Pyrénées : les apprentis sortis de formation en 2012 et 2013, CarifOref, août 2015

## L'enseignement supérieur<sup>90</sup>

- A la rentrée universitaire 2013/2014, on comptait 126 200 étudiants<sup>91</sup> en Midi-Pyrénées, soit une augmentation de 8 % depuis 2010 (9 260 étudiants supplémentaires).
- L'académie de Toulouse se place au 4<sup>ème</sup> rang national après celles de l'Île-de-France, Lyon et Lille.
- La hausse des effectifs de l'enseignement supérieur est plus forte pour l'enseignement public (+8,1 %) que pour l'enseignement privé (+6 %). Le secteur public concentre plus de 85 % des effectifs de l'enseignement supérieur.

## Les performances scolaires : résultats aux examens<sup>92</sup>

- Depuis 2010, les taux de réussite dans l'académie de Toulouse sont supérieurs à la moyenne nationale même si cet écart tend à diminuer.
- Pour la session 2014, le taux de réussite au Baccalauréat est de 89,5 % en Midi-Pyrénées contre 88 % en France. Ce taux de réussite augmente de 1 point par rapport à 2010 contre 2,4 points au niveau national. Entre 2010 et 2014, le taux de réussite des Baccalauréats technologiques est en hausse de 6,8 points pour s'établir à 91,7 % en 2014. Concernant les baccalauréats généraux, le taux de réussite augmente de 2,3 points durant cette période pour s'élever à 92,2 % en 2014.
- Les disparités territoriales restent fortes. En effet, on observe plus de 10 points d'écart dans les taux de réussite en fonction des départements et quelle que soit la filière de Bac ou la série. Cette hétérogénéité est relativement plus marquée au niveau du Bac technologique avec un taux de réussite en 2014 de 85 % pour le Tarn-et-Garonne contre 95,5 % pour le Gers.

## L'intégration des élèves handicapés<sup>93</sup>

- Près de 10 850 élèves en situation de handicap sont scolarisés en Midi-Pyrénées à la rentrée 2013 dont 60 % dans le premier degré (soit 6 400 élèves). Par rapport à 2010, l'effectif est en hausse de 18,4 %, soit 1 686 élèves supplémentaires.
- Sur les 10 860 élèves en situation de handicap scolarisés dans les classes et dispositifs de l'Éducation nationale, 4 278 sont accompagnés par des Auxiliaires de vie scolaire (AUS).
- 77 % des élèves handicapés sont scolarisés en milieu ordinaire et donc 23 % dans le cadre d'une structure adaptée. Cette proportion est stable depuis 2010. Quant aux effectifs du premier degré, ils augmentent de 5 % entre 2010 et 2013.

---

<sup>90</sup> L'académie en chiffres 2014-2015, Direction de la prospective et de la performance, Académie de Toulouse, Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche

<sup>91</sup> Ce chiffre correspond aux effectifs d'étudiants du public et privé, tous ministères confondus (agriculture et santé et social)

<sup>92</sup> L'académie en chiffres 2014-2015, Direction de la prospective et de la performance, Académie de Toulouse, Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche

<sup>93</sup> L'académie en chiffres 2013-2014, Direction de la prospective et de la performance, Académie de Toulouse, Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, juin 2014 et L'académie en chiffres 2010-2011, Académie de Toulouse, Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche

- En 2013, le taux de scolarisation dans une structure adaptée progresse très fortement pour le second degré (+63,3 %) par rapport à 2010. En effet, en 2013, 972 élèves du second degré sont scolarisés dans le cadre d'une Unité Localisée pour l'Inclusion Sociale (ULIS) contre 594 élèves en 2010. Concernant le premier degré, 1 515 élèves sont scolarisés dans le cadre d'une Classe d'Inclusion Scolaire (CLIS) en 2013.

### 3.2.1 La formation professionnelle initiale : approche par grand domaine professionnel

Domaine professionnel	Effectifs 2010	Effectifs 2015	Evolution 2010 - 2015	Part des femmes	
				2010	2015
Agriculture	5 424	5 303	-2,2 %	33,3 %	34,8 %
Bâtiment	5 514	4 560	-17,3%	6,5 %	9,3 %
Commerce	10 294	9 764	-5,1%	53,9 %	51,7 %
Industrie	22 577	20 625	-8,6%	54 %	27,7 %
Services	29 074	29 878	2,8%	71,2 %	63,6 %
Non renseigné		47			27,7 %
<b>Total</b>	<b>72 883</b>	<b>70 177</b>	<b>-3,7%</b>	<b>43,1 %</b>	<b>41,8 %</b>

Source : Académie de Toulouse, Draaf, Région Midi-Pyrénées. Voie scolaire 2015, apprentissage au 31 décembre 2015.

Champ : formations professionnelles de niveaux V à III et licences professionnelles (niveau II).

Traitements : CarifOref Midi-Pyrénées.

Les principales évolutions de la formation professionnelle initiale par grand domaine professionnel :

- Les effectifs entre 2010 et 2015 diminuent de 3,7 % pour s'établir à 70 177 personnes formées en 2015.
- Le domaine de l'industrie totalisant plus de 29,4 % des effectifs est en net recul par rapport à 2010 (-8,6 % soit 1 952 formés). Le domaine du bâtiment connaît la plus forte baisse de ses effectifs (-17,3 % par rapport à 2010). Seul, le secteur des services voit ses effectifs augmenter de 2,8 % sur la période 2010-2015.
- La part des femmes diminuent de 1,3 point entre 2010 et 2015 dans l'effectif total. Le domaine de l'industrie connaît le plus fort fléchissement de sa part de femmes avec -26,3 points depuis 2010 pour s'établir à 27,7 % en 2015. Aussi, la prépondérance des femmes dans le domaine des services diminuent entre 2010 et 2015 pour atteindre à 63,6 % en 2015 soit une baisse de 7,6 points.

#### **A retenir :**

***Les effectifs du premier et du second degré sont en augmentation tout comme le nombre d'étudiants inscrits dans les universités. Le nombre d'élèves en situation de handicap scolarisés en Midi-Pyrénées est également en hausse. En revanche, les effectifs dans l'enseignement agricole et en apprentissage sont en diminution. Au niveau des apprentis, on observe une redistribution entre les différents niveaux : diminution du nombre d'apprentis des niveaux IV à VI et augmentation des effectifs dans les niveaux supérieurs. Le taux de réussite au baccalauréat en région Midi-Pyrénées est toujours supérieur à la moyenne nationale.***



### 3.3 La formation continue

#### 3.3.1 Les organismes de formation continue<sup>94</sup>

##### Un nombre d'organismes de formation en progression<sup>95</sup>

Entre 2010 et 2014, les organismes de formation ont augmenté de plus de 38 % pour s'établir à 4 144 en 2014.

Presque la moitié des organismes de formations relève du secteur privé lucratif (49 %) et cette proportion diminue de 2 points par rapport à 2009, tout comme celle relevant du secteur associatif dont la part s'établit à 18 % en 2014.

Les organismes de formation indépendants connaissent la plus forte progression (+65,5 %) et leur part dans l'ensemble des organismes s'établit à 30 % (soit 5 points de plus qu'en 2010). Enfin, les organismes de formation du secteur public ne représentent que 2 % du total.

##### Une évolution du chiffre d'affaires hétérogène suivant le statut juridique<sup>96</sup>

Si le chiffre d'affaires des organismes de formations en Midi-Pyrénées est resté relativement stable entre 2010 et 2014 (+1,3 %), on observe des disparités selon leur statut juridique. En effet, le chiffre d'affaires des organismes de formation indépendants a augmenté de 22,5 % mais ne représente que 5 % du total.

Le secteur privé représente presque la moitié des organismes de formation et concentre près de 45 % du chiffre d'affaires. Néanmoins, le chiffre d'affaires recule de 3,8 % sur la période 2010-2014. Aussi, le secteur public, en terme de nombre d'organismes de formation ne représente que 2 % mais totalise 15 % du chiffre d'affaires et ce dernier augmente de 4,8 % entre 2010-2014. Le chiffre d'affaires des organismes de formation du secteur consulaire est en hausse de 24,7 % entre 2010 et 2014 mais ne représente que 4,4 % de l'ensemble. Tandis que le chiffre d'affaires des organismes du secteur associatif est relativement stable (+2 %) et concentre 29,4 % de l'ensemble.

Les financements provenant des pouvoirs publics augmentent légèrement de 4 % entre 2010 et 2014 et la part de cette source de financement s'établit à 32,7 % en 2014. Entre 2010 et 2014, on observe une forte hausse du financement des Organismes Paritaires Collecteurs Agréés (OPCA) de 48,2 % et leur part s'élève à 20,7 %. La part des autres produits (exportations de formation, vente d'outils pédagogiques...) dans le financement des organismes de financement diminue de presque de moitié sur la période 2010-2014 (49,4 %) et s'établit à 4,7 % en 2014.

Après une hausse continue du prix moyen de l'heure stagiaire entre 2004 et 2010 (+40 %), celui-ci connaît une baisse entre 2010 et 2014 de 13,5 %. A l'exception de celui du secteur public et privé, le prix moyen de l'heure diminue dans les autres organismes de formations (du secteur associatif, consulaires et des travailleurs indépendants).

---

<sup>94</sup> Les dispensateurs de formation continue doivent, tous les ans, établir et fournir leur bilan pédagogique et financier. Les informations transmises par le bilan sont déclaratives. Les analyses suivantes sont effectuées à partir des bilans pédagogiques et financiers renseignés et exploitables.

<sup>95</sup> Données Pactole, Direccte Midi-Pyrénées, Traitement : CarifOref

<sup>96</sup> Ibidem

## Une hausse du nombre de stagiaires sur la période 2010-2014<sup>97</sup>

Entre 2010 et 2014, le nombre de stagiaires augmente dans les organismes de formations de 9,4 % pour s'établir à 984 657 stagiaires en 2014. Néanmoins, cette hausse n'est pas visible pour l'ensemble des statuts. En effet, la part des demandeurs d'emploi dans l'ensemble des stagiaires a diminué de plus de 43,5 % entre 2010 et 2014 tandis que celle des particuliers dans l'ensemble des stagiaires est restée stable au cours de cette période. Le nombre de salariés dans l'ensemble des stagiaires a augmenté de 21,4 % entre 2010 et 2014.

Si durant la période 2010-2014 la part de stagiaires demandeurs d'emplois a diminué de 43,5 %, la durée de leur formation a quant à elle augmenté de plus de 48,6 %. Concernant la durée moyenne de formation des salariés stagiaires, elle croît de 7 % entre 2010-2014. En revanche, on relève une diminution de la durée moyenne des formations à destination des particuliers (-10,8 %).

***En savoir plus :*** *L'offre de formation en Midi-Pyrénées : Exploitations des bilans pédagogiques et financiers, exercice 2014, CarifOref, février 2016*

### 3.3.2 La formation professionnelle continue des demandeurs d'emploi

#### Les stagiaires formés par la région Midi-Pyrénées<sup>98</sup>

- En 2015, 19 567 demandeurs d'emploi ont été formés par la Région Midi-Pyrénées. Depuis 2009, le nombre de stagiaires formés a diminué de 4,8 %.
- La Haute-Garonne concentre 64,8 % des stagiaires formés par la Région Midi-Pyrénées et cette proportion s'accroît depuis 2009 avec une hausse de 7,2 points.
- Le nombre de stagiaires formés dans le Tarn-et-Garonne est en augmentation de 31 % (soit 341 personnes formées supplémentaires) entre 2009 et 2015. En revanche, on observe une nette diminution du nombre de stagiaires formés dans les départements du Gers (-61,1 %) et le Tarn, le Lot et l'Ariège (-40 %) sur la même période.
- Plus de la moitié des stagiaires ont entre 25 et 49 ans (60 %) en 2015. Malgré une diminution de 5 % du nombre de personnes formées entre 25 et 49 ans, cette proportion reste stable depuis 2009. Entre 2009 et 2015, le nombre de stagiaires formés de 50 ans et plus ont augmenté de 17,7 % pour atteindre 2 204 personnes.
- Plus de la moitié des stagiaires sont des femmes (55,2 %) en 2015 mais cet écart avec les hommes se réduit depuis 2009. En effet, en 2009, on comptait plus de 60 % de femmes.
- La part des personnes handicapées dans l'ensemble des stagiaires formés par la Région a plus que doublé entre 2009 et 2015, passant de 6 % à 14,4 % (soit près de 2 819 stagiaires handicapés).
- En 2015, plus de la moitié des stagiaires formés par la Région Midi-Pyrénées le sont pour une formation de niveau V (57,2 %) et cette proportion est stable depuis 2009 (-0,7 %). Le nombre de stagiaires formés à un niveau II a diminué de 16,9 % entre 2009 et 2015 tandis que les stagiaires formés à un niveau IV augmentent de 25,4 % sur cette même période.

<sup>97</sup> Données Pactole, Direccte Midi-Pyrénées

<sup>98</sup> Stagiaires sortis de formation l'année considérée en Midi-Pyrénées, Région Midi-Pyrénées. Traitements : CarifOref Midi-Pyrénées

- Un tiers des stagiaires bénéficient de formations d'aide à l'insertion sociale et professionnelle (33,5 %), 19,4 % pour le tertiaire de bureau, tertiaire spécialisé et 8,4 % pour le paramédical, le travail social et les soins personnels.
- La moitié des stagiaires formés par la Région Midi-Pyrénées sont en emploi pour la cohorte 2013 six mois après leur formation. Plus d'un tiers est en recherche d'emploi (38 %) et 9 % est en formation. Le taux de stagiaires en emploi six mois après leur formation était de 54 % pour la cohorte 2011; la part de stagiaires en recherche d'emploi est inférieure de 2 points par rapport à la cohorte 2013<sup>99</sup>.

### **Les stagiaires formés par pôle emploi<sup>100</sup>**

- En 2015, 10 025 stagiaires ont été formés par Pôle emploi (toutes formations confondues), soit une augmentation de 28,7 % par rapport à 2013.
- L'augmentation du nombre de stagiaires s'observe sur l'ensemble des départements de Midi-Pyrénées. La Haute-Garonne, qui concentre 46,1 % des effectifs, connaît la plus forte progression entre 2013 et 2015 (38 %). Les hausses les moins importantes du nombre de stagiaires se situent sur les départements des Hautes-Pyrénées, et de l'Ariège (7,1 %).
- Entre 2013 et 2015, la répartition des stagiaires selon la tranche d'âge s'est modifiée. En effet, la part des stagiaires entre 25 et 49 ans représente plus de 70 % des stagiaires formés par Pôle emploi en 2015 contre 61 % en 2013. En revanche, la part des stagiaires de moins de 25 ans s'établit à 19% en 2015 contre 29 % en 2013. On observe une stabilité pour les 50 ans et plus représentant 12 % des stagiaires formés par Pôle emploi en 2015 contre 10 % en 2013.
- Les effectifs du dispositif d'Aide Individuelle à la Formation (AIF)<sup>101</sup> ont presque doublé entre 2013 et 2015 avec une hausse de 93 %. Ce dispositif totalise 45,4 % de l'ensemble des effectifs, soit 4 554 stagiaires. Ensuite, les deux dispositifs Action de Formation Préalable au Recrutement (AFPR) et Action de Formation Conventionnée (AFC), comptant un nombre important de stagiaires, connaissent une diminution de leurs effectifs depuis 2013. En effet, les effectifs de l'AFPR et de l'AFC diminuent de 1,8 % et de 11,2 %, ils concentrent en 2015 respectivement 16,7 % et 19,9 % des effectifs. Le dispositif de Préparation Opérationnelle à l'Emploi Collective (Poec) représente 7,8 % des effectifs des stagiaires en 2015 suite à une augmentation de 51,7 % depuis 2013.
- Les principaux domaines de formations portent sur l'échange et la gestion, les services aux personnes et les fonctions production concentrant respectivement 41,5 %, 10,3 % et 8,9 % des effectifs des stagiaires en 2015. La répartition des domaines de formations est très hétérogène suivant les années. En effet, on observe par exemple une augmentation de près de 78,8 % sur l'électricité et l'électronique ainsi qu'une hausse de 72 % pour le domaine de l'échange et la gestion.

<sup>99</sup> Région Midi-Pyrénées, Insertion des stagiaires formés dans le cadre des dispositifs régionaux de qualification, y compris accès individuels, hors agriculture, 6 mois après la fin de leur formation financée dans le cadre du PRFP, 2012 et 2014. Traitements : CarifOref Midi-Pyrénées

<sup>100</sup> Pôle emploi Midi-Pyrénées. Le système d'information a évolué en 2014 et la reprise de stocks sur les années antérieures n'a pas été totale c'est pourquoi il est impossible de mettre en relation les données des années 2013, 2014 ou 2015 avec celles de 2011 et 2012.

<sup>101</sup> Dispositif créé en 2010.

- Plus de 60 % des stagiaires sont des hommes en 2015, cette part augmente par rapport à 2013 où ils représentaient 54,2 % de l'ensemble des stagiaires formés par Pôle emploi.
- Le taux d'accès à l'emploi<sup>102</sup> pour la période 2014-2015 est de 80 % pour le dispositif de l'AFpr et 53 % pour le dispositif de l'AFC. Dans le cadre de l'AFC, le taux d'accès à l'emploi est différent suivant le domaine de formation. Les formations dans le domaine des sciences humaines, économie, droit, de la production mécanique, et de l'échange et la gestion, affichent des taux d'accès à l'emploi à 6 mois de 86 %, 63 % et 58 % respectivement. A l'inverse, le domaine des services à la personne représentant un volume important de stagiaires a un taux d'accès à l'emploi à 6 mois relativement faible avec 44 %.

### Les contrats de professionnalisation

Les données détaillées régionales ne sont plus disponibles, de ce fait il n'est plus possible d'effectuer une analyse des contrats de professionnalisation depuis 2010.

La Direccte Midi-Pyrénées<sup>103</sup> a publié une étude<sup>104</sup> sur le devenir des personnes en contrat de professionnalisation arrivé à échéance en 2011.

Les principaux résultats de cette enquête sont :

- Six mois après un contrat de professionnalisation arrivé à échéance en 2011, 74 % des anciens bénéficiaires sont en emploi, chez le même employeur dans la majorité des cas.
- L'insertion en emploi est d'autant meilleure que le bénéficiaire occupait déjà un emploi avant sa formation (76 %) tandis que le taux d'emploi six mois après est de 66 % pour ceux qui étaient inactifs avant la formation.
- Tous les domaines de formation n'offrent toutefois pas les mêmes débouchés en termes d'emploi durable. En effet, le taux d'insertion dans l'emploi est de 80 % à la suite d'une formation sur le transport, la manutention et le magasinage contre 66% pour le commerce et la vente.
- Pour les deux tiers des anciens bénéficiaires, la professionnalisation a permis d'améliorer leur situation professionnelle. Les trois-quarts des bénéficiaires ont désormais une vision plus claire de leur avenir professionnel, c'est le cas en particulier pour les jeunes.

---

<sup>102</sup> Le taux d'accès à l'emploi au cours des mois qui suivent la fin d'une formation est calculé en prenant en considération les situations suivantes: celles qui ont eu une DPAE supérieure à un mois (CDI ou CDD) ; et/ou celles qui ont fait un passage en catégorie E ; et/ou celles qui ont eu une sortie des listes de Pôle emploi pour reprise d'emploi déclarée ; et/ou celles qui ont eu une bascule en catégorie C sans passage en catégorie A ou B le mois suivant. La cohorte d'étude pour élaborer les taux d'accès à l'emploi correspond à l'observation des sorties de formation sur les deux dernières années (2014 et 2015). La fenêtre d'observation correspond ainsi à la période comprise entre le 01/01/2014 et le 31/12/2015.

<sup>103</sup> « Que deviennent les bénéficiaires d'un contrat de professionnalisation en Midi-Pyrénées six mois après leur fin de contrat ?, Mission synthèse, Direccte Midi-Pyrénées, 2015

<sup>104</sup> Etude basée sur l'enquête de la DARES sur les sortants des contrats de professionnalisation en 2011

### 3.3.3 La Validation des Acquis de l'Expérience<sup>105</sup>

En amont de la Validation des Acquis de l'Expérience (VAE), les **Points relais conseils (PRC)** constituent un réseau de l'information et du conseil. Les PRC en VAE relèvent de la compétence de la région depuis 2006 avec un complément de financement du Fonds Social Européen (FSE). En 2015, le réseau des PRC est composé des Cibc<sup>106</sup> dans chaque département et du Cidff<sup>107</sup> de Haute-Garonne. 47 lieux maillent le territoire.

- Plus de 20 350 personnes ont été accueillies par les PRC en Midi-Pyrénées entre 2010 et 2015. En moyenne, les PRC ont donc conseillé près de 3 400 bénéficiaires par an.
- Les femmes représentent presque les deux tiers des bénéficiaires (65 %) des Points relais conseils en VAE depuis 2010.
- 11 % des personnes reçues en 2015 ont quitté le système scolaire sans aucun diplôme et cette part est stable depuis 2010.
- Le statut des personnes accueillies s'est légèrement modifié entre 2010 et 2015. En effet, en 2015, 48 % des bénéficiaires sont demandeurs d'emploi, soit 8 points de moins qu'en 2010. Inversement, en 2015, 44 % des bénéficiaires sont salariés dont 32 % en CDI contre 46 % de salariés en 2010 dont 72 % en CDI.

#### La Vac<sup>108</sup>

- 2 376 dossiers ont été déclarés recevables en 2014, soit une baisse de 15,5 % par rapport à 2009. Cette baisse est similaire à celle observée en France pour cette même période (-14 %).
- Les premiers certificateurs en région sont le ministère de l'éducation nationale (enseignement secondaire) et celui chargé de la santé et des affaires sociales avec au total 78,7 % des dossiers recevables, tous certificateurs confondus.
- Presque les trois quart des dossiers recevables sont déposés par des femmes (72 %) en 2014, ce taux est stable depuis 2010<sup>109</sup>.
- En 2014, plus de 71 % des personnes ayant déposé un dossier recevable sont salariées (71 % sont des femmes et 69 % sont des hommes) contre 65 % en 2010. Plus d'un tiers sont des demandeurs d'emploi (27 %) en 2014, ce taux est similaire à celui de 2010.
- La structure par âge se modifie entre 2010 et 2014. Plus de la moitié des candidats ont 45 ans ou plus (52 %) contre un tiers en 2010. Aussi, un tiers des candidats (36 %) ont entre 30 et 44 ans contre plus de la moitié en 2010.
- Les jurys régionaux ont examiné 1 914 dossiers, soit une baisse de 19,7 % par rapport à 2010. 62 % des candidats ont obtenu une validation totale (3 points de plus qu'en 2010), 22 % une

---

<sup>105</sup> Dispositif d'information conseil en VAE sur le territoire de Midi-Pyrénées, Les publics accueillis en 2015, CarifOref Midi-Pyrénées

<sup>106</sup> Cibc : Centre interinstitutionnel de bilans de compétences

<sup>107</sup> Cidff : Centre d'information sur les droits des femmes et des familles

<sup>108</sup> VAE en Midi-Pyrénées, Certificateurs régionaux, les résultats en 2014, CarifOref Midi-Pyrénées, décembre 2015

<sup>109</sup> Cellule régionale inter services VAE adossé au CarifOref Midi-Pyrénées, Certificateurs régionaux, Les résultats en 2010, février 2012

validation partielle (10 points de moins qu'en 2010) et 16 % aucune validation (7 points de moins qu'en 2010).

- Entre 2010 et 2014, on observe une diminution des certifications de niveau V avec 40 % des personnes obtenant une validation de ce niveau en 2014 contre 55 % en 2010. Inversement 31 % des personnes ont obtenu une validation de niveau III contre 23 % en 2010.
- Plus de la moitié des dossiers (56 %) vus en jurys concernent des certifications du secteur de la santé et de l'action sociale, soit 4 points de plus qu'en 2012.

**En savoir plus :** *VAE en Midi-Pyrénées, Certificateurs régionaux, les résultats en 2014, CarifOref Midi-Pyrénées, décembre 2015*

**A retenir :**

***En Midi-Pyrénées, le nombre d'organismes de formation a augmenté ainsi que le nombre de stagiaires. Le chiffre d'affaire des organismes de formation reste cependant stable. La part de financements provenant des pouvoirs publics est en augmentation. Le nombre de demandeurs d'emploi formés par la Région Midi-Pyrénées est en diminution tandis que le nombre de stagiaires formés par Pôle emploi est en hausse.***

***Les Points Relais Conseils (PRC) constituent un réseau d'information et de conseil en région et accueille un nombre important de personnes. Les dossiers déclarés recevables sont en diminution et dans les mêmes proportions qu'au niveau national.***